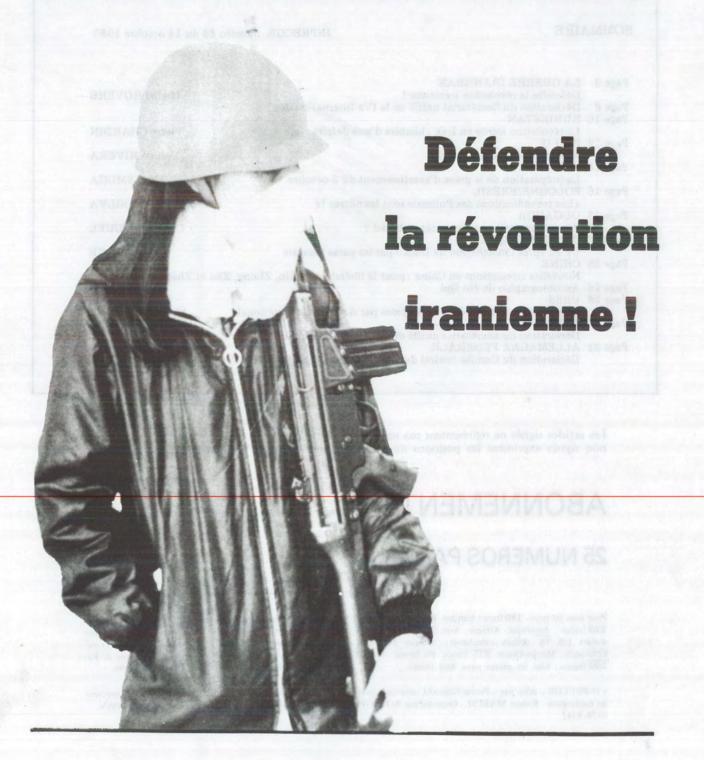
Bimemsuel numéro 86 du 14 octobre 1980 10 FF -70 FB - 6 FS

INTERCONTINENTAL PRESS



INPRECOR INTERCONTINENTAL PRESS

Le prochain numéro d'Inprecor paraîtra le 30 octobre. Ce sera un numéro double (87-88) qui sera vendu au prix de 15 F. Il comprendra, entre autres articles, une série de résolutions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale sur l'Iran, le Nicaragua et la Pologne ainsi qu'un article d'analyse de l'activisme néo-nazi en Italie, RFA et France. Les commandes sont à passer à INPRECOR — Boîte Postale 57, 93101 Montreuil —

SOMMAIRE

INPRECOR numéro 86 du 14 octobre 1980

Page 3	LA GUERRE IRAN/IRAK Défendre la révolution iranienne!	Michel ROVERE
Page 8 Page 10		Michel HOVERE
Page 12	La révolution kurde en Irak : histoire d'une défaite ITALIE	Pierre CHARDIN
Page 14	Epreuve de force à la FIAT POLOGNE	Franco RIVERA
	La préparation de la grève d'avertissement du 3 octobre POLOGNE/BRESIL	Cyril SMUGA
	«Les revendications des Polonais sont les nôtres !» OUGANDA	Luis I. DA SILVA
	Famine naturelle ou chaos néo-colonial ? CENTRAFRIQUE	Claude GABRIEL
Page 25	Un an après l'installation de Dacko par les paras français	NI-GBARAKE
	Nouvelles arrestations en Chine : pour la libération de Ho, Zhong, Zh	nu et Zhang
Page 28		
Page 30	Quatre années de répression analysées par Amnesty International TURQUIE	Michèle KRIVINE
Page 31	Déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale ALLEMAGNE FEDERALE	
	Déclaration du Comité central du GIM, section allemande de la IVe	Internationale

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENTS

25 NUMEROS PAR AN

Nom		-	-	•	•	•	٠	•	٠	1	•	۰	•	٠		-		,	-		-			-		-	-
Prénom																		,		,							,
Adresse																		+									
Pays																											

Pour tous les pays : 180 francs français Par avion Europe. 220 francs : Amérique, Afrique, Asie, 270 francs (ou 70 dollars US, 75 dollars canadiens) : Afrique du Nord. 225francs : Moyen-Orient, 225 francs. Pli fermé France. 300 francs : tous les autres pays, 350 francs.

Versement chèques postaux ou bancaires a l'ordre de PEC (Presse-Edition-Communication) adresses a PEC - 2, rue Richard Lenoir 93 100 Montreuil Lrance Virément PEC - BNP Agence Robespierre 153, rue de Paris 93 100 - Montreuil compte nº 230 17990

« INPRECOR » édité par « Presse-Edition-Communication » Administration » 2. rue Richard Lenoir. Montreuil Directeur de publication : Robert MARCH - Imprimé par ROTOGRAPHIE (Montreuil) Commession paritaire. Nº 59-117. ISSN 0378-8342.

Défendre la révolution iraniennne!

Michel ROVERE

U quinzième jour de la guerre ouverte déclenchée par le régime irakien, une première constatation s'impose : le conflit a servi de prétexte et de couverture pour une intervention militaire encore plus massive de l'impérialisme dans la région.

Les grands médias occidentaux, pour justifier ces manœuvres, ont agité à plusieurs reprises la menace d'une fermeture par les Iraniens du détroit d'Ormuz et donc d'une asphyxie pétrolière de «l'Occident». Les 16 millions de barils qui transitaient quotidiennement, avant le déclenchement des hostilités, par le Détroit en provenance d'Iran, d'Irak, d'Arabie saoudite et des Etats du Golfe représentent approximativement 40% des importations pétrolières mondiales, 35% de la consommation des pays capitalistes et près de 60% des importations pétrolières de l'Amérique, de l'Europe et du Japon réunis.

Mais les manœuvres militaires impérialistes ont débuté dans cette région plusieurs mois avant que la guerre entre l'Iran et l'Irak n'ait lieu. Il y a 20 mois exactement que Carter a assigné comme objectif prioritaire au Pentagone la mise au point d'un «dispositif militaire de surveillance, de contrôle et d'intervention» dans le golfe Persique. Pour ce faire, l'administration américaine a donné aux militaires carte blanche et des crédits presque illimités.

Dans son Discours sur l'état de l'Union de janvier 1980, Carter expliquait que «toute tentative par une puissance extérieure de prendre le contrôle de la région du golfe Persique serait considérée comme une atteinte aux intérêts vitaux des Etats-Unis et serait combattue par tous les moyens nécessaires, y compris par la force militaire ». Fait après l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, l'énoncé de cette doctrine Carter ne visait pas seulement le Kremlin et sa très hypothétique «poussée vers les mers chaudes», mais en premier lieu les Etats de la région, c'est-à-dire le régime iranien né du renversement du chah.

Jusqu'en 1971, malgré une péné-

tration économique et militaire de plus en plus importante de l'impérialisme US dans cette région, notamment au travers de l'Arabie saoudite, c'est la Grande-Bretagne avec ses protectorats sur les Emirats du Golfe et ses bases militaires à Aden qui a assuré l'essentiel de la «sécurité militaire» dans le Golfe. De 1971 à 1978, c'est l'Iran qui, après avoir occupé les trois îlots contrôlant le Détroit (Petite Tumb, Grande Tumb et Abu Mussa qui auraient dû être remis aux Emirats arabes lors de la décolonisation) a joué le rôle de gendarme de l'impérialisme dans la région. Pour déstabiliser le régime irakien, c'est Téhéran qui, avec l'appui de la CIA et des Israéliens, a aidé la révolte des Kurdes d'Irak dirigés par Barzani avant de les «lâcher» après les accords d'Alger de mars 1975 où le chah imposait au régime baasiste irakien, sur la base du rapport de forces militaire, la reconnaissance de sa souveraineté totale sur le Chatt el Arab. C'est le régime Pahlavi encore qui a envoyé ses troupes combattre les guérillas du Dhofar et qui a amorcé un rapprochement avec le régime Daoud en Afghanistan à mesure que celui-ci accentuait son évolution pro-occidentale.

Mais depuis 1979 et la chute du chah, Washington n'a pas encore trouvé d'autre pays susceptible et capable de jouer ce rôle de gendarme fidèle et totalement dévoué dans la région. Les Etats pétroliers du Golfe ont acheté ces dernières années et depuis 1979 d'énormes quantités d'armements aux Etats-Unis, mais aussi à la France et à la Grande-Bretagne. Mais dans ces pays peu peuplés où la misère et l'analphabétisme régnaient encore en maîtres il y a une dizaine d'années, il n'y a pas encore d'infrastructure humaine capable de mettre en œuvre sur une grande échelle des systèmes d'armes hypersophistiquées.

Même en Arabie saoudite, l'armée de 60000 hommes, renforcée par la Garde blanche formée de tribus bédouines, n'apparaît pas en mesure de remplacer ce qu'était l'armée iranienne au temps de sa splendeur impériale, lorsqu'elle était la 5e armée du monde. Et puis c'est dans la Garde blanche que les conjurés qui s'étaient emparés de la Grande mos-

quée de la Mecque l'année dernière ont bénéficié de larges complicités... Enfin, le dernier obstacle pour l'administration américaine dans sa recherche d'un nouveau gendarme, c'est la question palestinienne. Le chah remplissait à merveille ce rôle parce qu'il était également dans la région l'allié privilégié d'Israël à qui il vendait son pétrole et dont les services de renseignement venaient encadrer la Savak.

Tout ce contexte politique dans le golfe Persique explique pourquoi la politique américaine s'oriente vers la possibilité d'intervention directe, ce qui représente un retour en arrière par rapport à la doctrine Nixon de désengagement militaire US, telle qu'elle avait été énoncée à Guam en 1972. C'est le sens de la création d'une Force de déploiement rapide (FDR) de 110000 hommes. C'est la raison pour laquelle tout le dispositif américain dans l'océan Indien est considérablement renforcé (en premier lieu la base de Diego Garcia) et qu'une importante force navale US est présente à l'entrée du Golfe.

TABAS, UNE REPETITION A ECHELLE REDUITE

Le raid américain sur Tabas, pour lamentable qu'ait été son issue du point de vue de Washington, contient en lui-même tous les éléments de la nouvelle doctrine militaire de Carter : mise en œuvre d'unités d'élite américaines pouvant s'intégrer à la FDR, utilisation de bases-relais dans les pays amis (l'Egypte, mais on parle aussi de l'Oman), coordination avec l'importante flotte de guerre US basée dans l'océan Indien et même coordination avec des complicités dans l'armée iranienne. Il y a là, à échelle réduite, tous les ingrédients et les montages tactiques d'interventions ultérieures à beaucoup plus grande échelle. C'est ce qu'illustre déjà les thèmes des manœuvres d'utilisation de la FDR dans une guerre du désert qui se sont dérou-lé en mars 1980 (manœuvres Gallant Eagle autour de Fort Irwin en Californie) et en juin (opérations Red Flag autour de Nellis Air Base dans le Nevada). Washington a proposé à Paris, Londres et Canberra la forma-

tion d'une force navale commune d'intervention dans le golfe Persique : c'est une escalade - comme l'envoi d'avion Awacs en Arabie saoudite des manœuvres impérialistes qui a une signification évidente. Prenant la mesure de la force de la révolution iranienne, Washington tente d'associer ses alliés occidentaux à une éventuelle intervention directe : cela donne toute l'importance de la bataille que le mouvement ouvrier occidental doit engager pour dénoncer les manœuvres contre-révolutionnaires de l'impérialisme, bataille autour des mots d'ordre suivants : «Impérialistes, bas les pattes devant la révolution iranienne! Retrait immédiat de toutes les flottes de guerre impérialistes et démantèlement des bases US dans la région !».

LA SITUATION INTERIEURE EN IRAK ET LES AMBITIONS REGIONALES DU REGIME BAASISTE

Les ambitions régionales de l'Irak sont relativement récentes et reposent matériellement sur l'expansion industrielle que le pays a connue depuis 1971. Cette expansion industrielle s'est appuyée à la fois sur la récupération par l'Etat irakien de la rente rétrolière (nationalisation des compagnies pétrolières dont la fameuse Irakian Petroleum Company en 1972 et 1975) et son augmentation depuis 1973, sur l'élargissement du marché intérieur lié à la deuxième phase de la réforme agraire entamée en 1971. De 1971 à 1975 le PIB a été multiplié par trois. Le dernier plan quinquennal prévoyait une augmentation annuelle de 16,8% du revenu national brut par habitant. Avec 100 milliards de barils l'Irak occupe la deuxième place des pays de l'OPEP du point de vue des réserves derrière l'Arabie saoudite. C'est également le deuxième pays exportateur de pétrole de l'OPEP (3,5 millions de barils par jour). Ses principaux clients étant la France, l'Italie, l'Espagne, la Grande-Bretagne et le Japon. En 1979, le pétrole a rapporté 20 milliards de dollars à l'Etat irakien (soit plus que les recettes pétrolières iraniennes en 1978, alors que l'Irak avec 12 millions d'habitants est trois fois moins peuplé). En 1980, près de 18 milliards de dollars devaient être investis dans des projets de développement industriel.

Pourtant la manne pétrolière et les réformes imposées autoritairement par le régime baasiste où dominait initialement le secteur capitaliste d'Etat, n'ont pas résolu, tant s'en faut, les problèmes du sous-développement. Alors que le pétrole représente encore 80% du PNB, la stagna-

1976-1977 a montré la fragilité de l'expansion industrielle fondée sur l'importation d'usines «clés en main» et des technologies occidentales visant à la substitution des importations. Dans le premier numéro de son édition clandestine de Tariq Al Chaab, le PC irakien dénonçait, après avoir rompu avec le Baas en 1979, la politique économique en expliquant - mais un peu tard - qu'elle accroissait la dépendance à l'égard de l'impérialisme: entre 1974 et 1978, plus de 90% des investissements industriels avaient été confiés à des entreprises capitalistes et à des multinationales occidentales, et en 1976 la part du secteur privé avait dépassé celle du secteur public (1200 millions de dinars contre 950 pour le secteur public).

Cette industrialisation a renforcé les polarisations sociales, avec l'émergence d'une bourgeoisie liée à l'appareil de l'Etat et du parti, et d'importantes différentiations dans les campagnes marquées par le renforcement du poids économique des gros paysans et des commerçants aisés, qui ont su tisser mille et un lien d'intérêts, politiques et familiaux avec la bureaucratie de l'Etat baasiste.

Cette polarisation sociale renvoie bien sûr à des phénomènes économiques, en premier lieu au maintien et à l'accroissement des inégalités de revenus, indissolublement liées au maintien d'une économie de marché régie par la loi du profit et de l'accumulation capitaliste. C'est là que réside l'obstacle fondamental qui empêche l'Irak de sortir du sous-développement. Les destructions économiques provoquées par la guerre vont sans doute souligner plus rapidement et avec plus d'acuité que prévue cette réalité socio-économique.

Sur le plan politique, la dictature irakienne a été secouée par la crise du Baas, l'isolement politique croissant de la clique de Saddam Hussein et surtout par l'impact de la révolution iranienne auprès de la paysannerie pauvre chiite du sud de la Mésopotamie ainsi que par la résurgence du mouvement kurde.

Il apparaît aujourd'hui évident que le complot de juillet 1979, qui aboutit à l'arrestation de 250 cadres du Baas et de l'armée et l'exécution de 22 conjurés (dont deux ministres et cinq membres du Conseil du commandement de la Révolution) a dépassé par son ampleur tous les précédents. Si les conflits de cliques et de fractions ont joué sans doute un rôle essentiel dans cette conjuration, elle aboutit de fait, vus les rapports entre certains des comploteurs

tion relative des cours du brut en et le régime de Damas, à la rupture de la précaire Union irako-syrienne annoncée en juin 1979 et qui devait servir d'axe naturel autour duquel se regrouperaient les Etats arabes qui refusaient Camp David. Cette union devait également, dans l'esprit des deux régimes, servir à mettre en place une solide barrière pour éviter la contagion de la révolution iranienne, à laquelle étaient particulièrement sensibles les dictatures laïques baasistes de Damas et de Bagdad.

LA MENACE DES CHIITES ET DES KURDES IRAKIENS

Alors que l'industrialisation a contribué à concentrer dans les centres urbains des dizaines de milliers de paysans kurdes et arabes chiites, en 1977 et 1979, des émeutes très violemment réprimées ont eut lieu parmi les masses plébéiennes des deux grands sanctuaires chiites en Irak, Nadjaf (où Khomeiny resta en exil de 1963 à 1978) et Kerbala. Depuis le début de l'année 1980, plus de 20000 travailleurs chiites d'origine iranienne ont été expulsés vers l'Iran. La police politique baasiste a décimé les réseaux de l'organisation terroriste chiite Al Daawa, d'inspiration khomeiniste et le principal dignitaire religieux chiite, l'ayatollah Bagher Sadr, après avoir été arrêté, a été égorgé dans sa cellule par les sbires de Saddam Hussein. La rupture avec le PCI et la répression de ses militants visait également à empêcher toute structuration même embryonnaire d'un mouvement ouvrier indépendant. A cette opposition religieuse et sociale latente des Chiites qui représentent 50% de la population (les baasistes irakiens sont d'origine sunnite) s'ajoute la résurgence de la question kurde. Les Kurdes représentent plus de 20% de la population en Irak. L'accord d'Alger de 1975 entre le chah et Saddam Hussein s'est fait sur leur dos. Après avoir infligé une défaite militaire aux troupes barzanistes lâchées par le chah (cf. article de Pierre Chardin sur la défaite des Kurdes d'Irak), le régime irakien a adopté sa solution finale du problème kurde: plus de 1000 villages, sur une bande fron-tière de 20 km entre l'Iran et l'Irak ont été rasés. Leur population kurde a été déportée dans les zones de peuplement arabe.

Pourtant, affaiblie, épuisée dans les luttes de factions et par l'effroyable logique qui veut que chaque groupe kurde irakien cherche régulièrement la protection d'un Etat de la région, la résistance kurde en Irak a commencé à réorganiser ses forces. grâce, en partie, au développement du mouvement qui a touché le Kurdistan iranien. Si les estimations sur le nombre de peshmergas que peuvent aligner les organisations kurdes irakiennes ne dépasse pas quelques milliers, ils suffisent à inquiéter suffisement Bagdad qui laisse trois divisions entières cantonnées au Kurdistan (soit l'équivalent des forces qui ont lancé le premier assaut contre l'Iran) et qui continue à envoyer périodiquement ses Mig et ses Sukkoi bombarder les villages soupçonnés d'abriter les guérillas:

Depuis quelques mois, les Kurdes irakiens ont été rejoints dans leurs maquis, en particulier la fameuse «vallée des Partis» située dans une zone libérée à la frontière irano-irakienne, par les militants du PC irakien. Allié du Baas depuis 1973, le PC irakien n'avait pas hésité à sacrifier sur l'autel de la collaboration de classe et du traité d'amitié signé en 1972 entre Moscou et Bagdad la lutte du peuple kurde et les intérêts du prolétariat irakien. Le Baas ne lui en a guère su plus gré que ne l'avait fait Nemeiry pour le soutien sans faille que lui avaient apporté les communistes soudanais.

En 1977 et 1978, des dizaines de militants communistes ont été assassinés, jusqu'à réduire finalement le PCI en 1978 à la semi-clandestinité. Après la fermeture le 5 avril 1979 de son journal *Tariq Al Chaab*, le PCI rompait avec le Baas. Le rapport présenté au Comité central du PCI de juillet de la même année appelait à la lutte armée pour renverser « la dictature du Baas ».

La rupture entre le PCI et le Baas a également rendu compte du réalignement partiel, pro-occidental, de la diplomatie irakienne. Bagdad avait rompu ses relations diplomatiques avec Washington après la guerre des Six Jours de 1967. Seule demeure en Irak une section des intérêts américains composée d'une vingtaine de diplomates qui résident à l'ambassade de Belgique. En 1972, au moment où Sadate expulsait les conseillers militaires soviétiques et amorçait le tournant qui devait le conduire aux accords de Camp David, l'Irak signait un traité d'amitié avec l'Union soviétique. Ce sont les Soviétiques qui ont en grande partie contribué à forger l'armée irakienne, en équipant ses 190000 hommes, en fournissant l'essentiel de ses 350 avions, 1800 chars de batailles et 2000 blindés légers (même si ces dernières années Bagdad a diversifié ses fournitures militaires, en s'approvisionnant en France et en Italie notamment).

L'éclatement de la révolution iranienne, la chute du chah et l'échec

de l'Union irako-syrienne ont accéléré le virage pro-occidental de la politique irakienne et le rapprochement avec les régimes réactionnaires du Golfe, l'Arabie saoudite et les Emirats. En février 1979, Bagdad signait avec Ryad un premier accord de sécurité sur les frontières pour geler le contentieux sur certains territoires disputés. Le véritable tournant va avoir lieu un mois plus tard, au moment de la dernière guerre entre les deux Yémen. L'Irak prouva sa «bonne volonté» en aidant militairement le Yemen du nord.

En septembre 1979, un traité de défense mutuelle était signé entre l'Irak et Ryad. Et Saddam Hussein proposait en février 1980 une Charte nationale à tous les Etats arabes de la région qui refusaient à la fois les accords de Camp David et désiraient contenir la révolution iranienne.

Poursuivant son dessein de devenir une grande puissance régionale, l'Irak accélérait au cours de l'année 1979-1980 le développement de ses installations nucléaires construites avec le concours du gouvernement français. Des installations qui, par le modèle de filière choisi et les quantités de combustible lourd livrées à Bagdad, pourraient déboucher sur la mise au point de la première bombe atomique arabe.

Pourtant ce réalignement pro-occidental ne peut pas être aujourd'hui encore purement et simplement identifié à la défense des intérêts américains dans la région et il reste limité pour plusieurs raisons :

- pour des raisons de stabilité intérieure et de politique régionale,
 Le Baas irakien veut maintenir son profil de direction nationaliste arabe, anti-impérialiste et «non-alignée» (c'est en 1982 que Saddam Hussein doit succéder à Fidel Castro à la tête des non-alignés);
- ensuite les Etats-Unis eux-mêmes, à trois reprises, ont montré leur propre faiblesse, en étant incapables de soutenir jusqu'au bout le chah, face à la crise afghane et depuis la prise des otages à l'ambassade américaine de Téhéran;
- enfin, il y a la question palestinienne, la politique israélienne de Washington et le refus de reconnaître l'OLP comme interlocuteur valable, capable de diriger un mini-Etat palestinien, deviennent, après le déclenchement de la révolution iranienne, de plus en plus difficile à soutenir ouvertement. «Les Américains n'ont vraiment rien, mais rien compris, expliquait en juillet 1979 un Koweitien à un journaliste spécialisé, comment pourrions-nous soutenir Sadate et Is-

raël alors qu'une révolution islamique gronde à nos portes ?»

En déclenchant le 22 septembre son offensive militaire, Saddam Hussein escomptait deux résultats :

- il entendait mettre à profit l'aubaine que constituait l'affaiblissement de la puissance militaire iranienne et l'isolement diplomatique de Téhéran pour affirmer son leadership sur la région et récupérer des zones (Chatt el Arab) dont l'intérêt stratégique pour l'Irak est évident (c'est le seul débouché maritime du pays, par où transite l'essentiel de ses exportations pétrolières);
- il escomptait aussi, sur la base d'une guerre éclair lui permettant de s'emparer de gages territoriaux importants, exacerber la crise du régime khomeiniste et accélérer sa chute.

Ce dessein des dirigeants irakiens a été facilité et en particulier alimenté par la politique suivie depuis plusieurs mois par les dirigeants de la République islamique. Ceux-ci, depuis la chute du chah, se sont refusés à dénoncer le traité léonin de 1975 ou d'en proposer la renégociation. Or il est difficile de démontrer que les masses ouvrières et paysannes d'Iran (ou d'Irak) ont le moindre intérêt objectif à savoir si la ligne frontière entre les deux pays passe par le milieu du fleuve (traité de 1975) ou par la rive droite, à l'exception des enclaves d'Abadan et de Khorramchar où elle se situe au milieu (traité de 1937). Il en est de même de la possession des trois îlots du détroit d'Ormuz, dont l'occupation par le chah en 1971 a marqué symboliquement son entrée en scène comme gendarme impérialiste de la région. Au contraire, les déclarations tonitruantes pan-iraniennes de certains dirigeants de la République islamique réclamant par exemple l'île de Bahrein comme partie intégrante du territoire iranien, ont facilité les manœuvres de la diplomatie irakienne.

Enfin, le régime de Téhéran a utilisé à ses fins politiques propres, depuis des mois, la tension frontalière avec l'Irak. Au premier chef pour justifier par le danger extérieur le maintien de l'ex-armée impériale, de sa hiérarchie et y limiter les purges et les épurations. Le complot extérieur a également été utilisé pour dénier au mouvement des nationalités opprimées en Iran la satisfaction de leurs droits nationaux et de leur droit à l'autodétermination.

Les manifestations de la population arabe du Khouzestan en mai et juin 1980 ont été réprimées dans le sang par les pasdars et l'armée iranien-

ne après que les autorités de Téhéran aient expliqué que le mouvement national arabe était un simple complot de l'impérialisme et de l'Irak. La deuxième offensive militaire entamée toujours par l'armée iranienne et les pasdars contre le mouvement kurde au printemps dernier a été entamé sous le prétexte de la «défense militaire» de la frontière avec l'Irak. Mais une «défense militaire» qui passait pour les autorités de Téhéran par le désarmement des milices et l'interdiction des organisations politiques kurdes qui alignaient 50000 hommes en armes. On pourrait rajouter le cas des paysans turkmènes qui, eux aussi, avaient commencé à s'armer, à occuper les terres et à revendiquer leurs droits nationaux.

Cette politique «militaire» des dirigeants de la République islamique avait des fondements sociaux tout à fait évidents qui s'articulaient autour de la défense de la propriété privée et de l'Etat bourgeois, face à une dynamique de révolution permanente enclenchée avec la chute de la dictature Pahlavi.

La politique militaire de ces derniers mois (nous aborderons plus loin l'actuelle politique militaire des dirigeants de la République islamique dans le conflit en cours) a eu des répercussions sur le déroulement même des premiers jours du conflit avec l'Irak. L'avance militaire des troupes blindées et motorisées irakiennes sur plusieurs kilomètres, sans qu'aucune résistance sérieuse ne leur soit opposée, est partiellement due au fait que le gouvernement de Téhéran avait délibérément choisi de maintenir de nombreuses unités blindées (notamment celles équipées de Chieftain, le char le plus moderne en dotation dans l'armée iranienne) dans les zones des nationalités, autour des grands centres urbains et même le long des frontières soviétique et afghane comme au temps du chah.

QUELLE DEFENSE MILITAIRE DE LA REVOLUTION IRANIENNE ?

L'agression militaire irakienne a porté à un nouveau niveau l'actualité de la défense militaire de la révolution iranienne, pour trois raisons essentielles:

l'offensive des forces armées irakiennes visait la conquête et l'occupation militaires d'une des zones économiques vitales de l'Iran (le Khouzestan) et notamment les principaux centres urbains (Khorramchar, Abadan, Ahwaz, Dezful); le régime irakien se proposait ouvertement de favoriser la chute du régime Khomeiny et d'ouvrir la voie à la contre-révolution iranienne par le biais d'un coup d'Etat ou d'une guerre civile;

l'ouverture de cette guerre servait également les desseins de l'impérialisme, à la fois parce qu'elle était censée affaiblir les forces vives de la révolution iranienne et parce qu'elle lui permettait de hâter et de développer ses préparatifs d'intervention militaire dans la région.

Au contraire des zones frontalières limitées mises en cause par l'abrogation du traité de 1975, la réussite des buts de guerre irakiens au Khouzestan ne pourrait manquer d'accentuer l'étranglement économique d'un pays qui a déjà vu une partie de son infrastructure économique détruite par les raids irakiens. De plus, une telle réussite militaire irakienne aurait un impact social peut-être encore plus important pour l'avenir de la révolution iranienne en gelant (par l'occupation militaire) ou en atomisant (par l'exode) l'activité du prolétariat pétrolier et des travailleurs des centres industriels du Khouzestan. C'est parce qu'ils n'avaient pas abattu la dictature du chah et sa Savak pour retomber sous la coupe réglée des sbires du Baas irakien que les travailleurs d'Ahwaz, Khorramchar, Abadan et Dezful se sont mobilisés pour résister militairement aux troupes de Saddam Hussein et défendre leurs acquis. De façon semispontanée ou sous l'égide des organisations d'extrême gauche (Moudjahidins, Fedayins, etc.), des comités de quartiers et des milices se sont constitués. Des barricades ont été édifiées dans les villes et à leurs abords tandis que la population a commencé à s'armer. Et au bout de deux semaines de combats, le résultat militaire est déjà éclatant : ce ne sont pas les unités régulières de l'armée iranienne, ni même son aviation, mais la résistance autour de ces véritables hérissons constitués par les grands centres ouvriers du Khouzestan qui ont stoppé - au moins pour un temps - la marche victorieuse des troupes d'élite irakiennes.

Il est encore impossible de dire quelle sera l'issue des combats autour de ces quatre villes, une issue qui dépendra en grande partie des choix politiques et militaires du gouvernement de Téhéran. Mais il y a déjà une première leçon : face à un ennemi abondamment équipé d'avions, de blindés et d'artillerie lourde, les mesures d'armement généralisé des travailleurs, la constitution de milices ne sont pas des utopies à ranger dans

le grenier du romantisme révolutionnaire. Contrairement aux calculs purement «arithmétiques» des experts qui comparent, «toutes choses étant égales par ailleurs», la puissance de feu d'un char de bataille face à celle du fusil d'assaut du milicien, de telles mesures restent une méthode «réaliste», y compris sur le plan militaire, car elles attestent d'une volonté politique de défense qui joue dans les deux camps, aussi bien sur le comportement combattant de l'ennemi que sur celui du reste de ses propres forces (en l'occurence les soldats des unités régulières de l'ex-armée impériale). Une nouvelle fois est vérifiée une leçon essentielle de toutes les grandes confrontations militaires survenues au cours des révolutions. Cela est sans doute encore plus vrai en Iran où les masses laborieuses ont déjà fait l'expérience qu'il était possible de vaincre une armée dotée des matériels les plus sophistiqués : il s'agissait de l'armée du chah elle-même; or, le rapport de forces purement militaire leur était, à l'époque, plus défavo-

L'INQUIETUDE DES PUISSANCES OCCIDENTALES

Au bout de deux semaines de combats, le ton commence à changer dans les chancelleries des capitales occidentales, mais aussi dans celles des Etats du Golfe. Au début des hostilités, malgré leurs déclarations de «neutralité», il ne faisait pas de doute que le «soutien moral» des Etats impérialistes allait aux Irakiens : pour la première fois dans l'histoire des conflits de ce genre, pas un seul pays capitaliste ou du «camp socialiste» n'a clairement condamné l'agression militaire irakienne. La motion des Nations-Unies réclamant la fin des hostilités et qui a été adoptée unanimement, restait bien en deca de la fameuse Résolution 242 à propos d'Israël en ce qu'elle ne demandait pas l'évacuation par les troupes irakiennes des territoires iraniens occupés. Les missions de conciliation et de «bons offices», que ce soit celle du dictateur pakistanais Zia au nom des pays islamiques, que ce soit celle de Yasser Arafat pour l'OLP ou celle du ministre cubain des Affaires étrangères, dépêché par Fidel Castro, se sont heurtées à une fin de non-recevoir des autorités iraniennes, précisément parce qu'elles refusaient de considérer cette exigence élémentaire.

Alors qu'au début des hostilités tous les Etats du Golfe, Ryad en tête, ont encouragé Saddam Hussein de la voix et du geste (en offrant des facilités d'atterrissage pour l'aviation irakienne), on observe aujourd'hui une prise de distance évidemment liée à l'enlisement du «Blitzkrieg» irakien. Cela reste encore facilement compréhensible. Mais comment interpréter l'offre israélienne de fournir au gouvernement de Téhéran certaines pièces détachées dont il ne va pas tarder à manquer si le conflit tourne à la guerre d'usure ? Une manœuvre d'intoxication ? Sans doute. Mais alors comment interpréter cette autre information, donnée de plusieurs sources dans toute la presse française, selon laquelle le Pentagone continuait à laisser transiter, via la Turquie, un certain nombre de pièces détachées et de matériels militaires pour équiper l'armée iranienne ? Comment interpréter aussi le fait qu'avant de livrer ses avions-radars Awacs à l'Arabie saoudite, Washington ait exigé et obtenu que Ryad cesse de laisser les avions irakiens atterrir sur ses aérodromes et adopte un ton plus «neutraliste» dans le conflit ? Comment interpréter aussi les propos d'un Muskie expliquant que «la stabilité de la région dépendait d'un Iran uni, fort, indépendant et en paix avec ses voisins »?

Serait-ce que Washington, devant le piétinement de l'offensive irakienné, aurait brusquement renoncé à défaire la révolution iranienne? Bien sûr que non. Le raisonnement serait tout aussi simpliste et mécaniste que l'inverse qui voudrait, comme l'expliquent certains dirigeants religieux iraniens, que le régime irakien soit une pure et simple marionnette aux mains de l'impérialisme américain.

Et il suffit de lire ce qu'écrivent les éditorialistes les plus cyniques du capital pour comprendre ce que recèle cet apparent paradoxe. L'Economist de Londres l'annonçait au tout début des combats: «Si cette guerre signifie la fin de cet Iran des ayatollahs qui mobilisent la populace et prennent des otages, peu de gens à l'étranger pleureront cette situation. Tel était précisement le calcul du président Saddam Hussein et, s'il y a quelque chose qui ne fait pas de doute, c'est bien que l'Irak est l'agresseur. Il a peut-être eu raison. Mais à condition de réussir rapidement et complètement. Le soulagement qu'éprouverait l'étranger devant la disparition des zélotes révolutionnaires iraniens se dissiperait si succédait au règne des ayatollahs une guerre civile qui conduirait presqu'inévitablement à la désintégration et à l'effondrement de l'empire persan. » La dialectique et le sens stratégique ne sont pas l'apanage des révolutionnaires...

L'offensive militaire irakienne n'a pas fait tomber le régime de la République islamique. A aucun mo-

ment celui-ci n'a été menacé d'une crise d'effondrement militaire pouvant mettre son existence en question. A la base de cette erreur de jugement, il y a une confusion des dirigeants irakiens qui ont assimilé la crise évidente de la direction Khomeiny et la paralysie partielle des institutions iraniennes à un début de reflux de la révolution iranienne qu'un choc militaire ne pouvait qu'accélérer et conclure. Erreur funeste, erreur peut-être fatale pour les dirigeants de Bagdad: la crise de la direction nationaliste bourgeoise en Iran n'amorçait pas un déclin du processus révolutionnaire, mais rendait compte au contraire de ses avancées, de la difficulté pour les dirigeants de la République islamique de dévoyer ou de bloquer la marche en avant des masses ouvrières, paysannes, du mouvement des nationalités qui n'ont encore subie aucune défaite d'ampleur. Et la guerre irakienne va sans doute déboucher sur de nouvelles avancées du mouvement révolutionnaire en Iran, au-delà des tentatives de la direction khomeiniste de l'utiliser à ses fins propres d'Union sacrée, nationaliste et chauvine et de reconstruction de l'appareil d'Etat. L'impérialisme et la réaction n'ont qu'un seul but stratégique: écraser la révolution iranienne. Ce qui ne se confond pas avec la volonté de voir écraser militairement l'armée iranienne car ils savent que pour parvenir à leurs fins il faudra utiliser la force, et à grande échelle contre des masses travailleuses qui ont déjà à leur actif une victoire contre la 5e armée du monde. Personne ne croit aujourd'hui dans les capitales occidentales qu'une action contre-révolutionnaire victorieuse en Iran pourrait être menée par des forces exclusivement extérieures, impérialistes et arabes. Le nœud décisif pour tous les projets contre-révolutionnaires en Îran - au-delà des possibilités d'intervention directe - reste la possibilité de dégager en Iran même un embryon d'alternative militaire et politique. C'est pour cela que tous les plans stratégiques de l'impérialisme restent centrés sur le devenir de l'armée iranienne et de l'ancien appareil d'Etat. C'est à l'aune de ce plan stratégique global que l'impérialisme jauge l'action, pas les déclarations, mais les mesures concrètes des dirigeants de la République islamique. Et là, l'impérialisme fait la distinction entre ce que cette guerre signifie comme radicalisation du mouvement de masse, et les mesures politiques et militaires prises par les dirigeants de la République islamique.

Des dizaines d'officiers — y compris ceux qui avaient été impliqués dans le complot de juillet —, ont été relâchés avec promesse d'amnistie complète et à condition qu'ils reprennent du service dans l'armée régulière. Les ambassades iraniennes à l'étranger font le tour des officiers en exil en leur promettant l'impunité, le règlement de leur arriéré de solde et même un avancement s'ils consentent à rentrer en Iran. Ainsi, à Paris, c'est le bras droit du général Oveissi, le «boucher de Téhéran», et qui coordonne pour l'Europe les manœuvres factieuses, qui a été contacté pour reprendre du service. Mesures de «réalisme militaire», et utilisation cynique des «experts»? Non, car dans le même temps, à Téhéran, Khomeiny et tous les dirigeants de la République islamique multiplient les discours visant à réhabiliter l'ex-armée impériale, devenue le fer de lance de la révolution islamique. Dans le même temps, aucune mesure pratique n'est venue pour concrétiser le mot d'ordre qu'avait lancé en décembre dernier Khomeiny sur «l'armée des 20 millions». Bani Sadr a même évité d'appeler à la mobilisation générale, celle-ci étant limitée au Khouzistan: le renvoi des appelés avait été une des premières mesures prises après l'insurrection de février 1979 pour éviter l'action désagrégatrice des comités de soldats qui s'étaient spontanément formés. Ceux-ci restent toujours interdits. Enfin, sur le plan politique, on voit comment les dirigeants iraniens mettent l'accent exclusif sur la victoire militaire contre l'agresseur irakien. Quelle personne de bon sens ne voit pas que la meilleure défense de la révolution, le meilleur moyen de mobiliser contre l'impérialisme et la contre-révolution toutes les énergies, c'est, par exemple, outre la constitution d'une véritable année des 20 millions, fondée sur les shoras et l'organisation de milices ouvrières et paysannes, de donner au paysan la terre, de reconnaître les droits nationaux, le droit à l'autodétermination aux Kurdes, aux Arabes et aux autres nationalités opprimées? L'offensive irakienne sera peut-être contenue et repoussée, mais qui peut douter que les choix militaires des dirigeants de la République islamique, qui restent la continuation sur un autre terrain et par d'autres moyens de toute leur politique, ne peut signifier à terme que de nouveaux dangers et de nouvelles épreuves pour les masses iraniennes.

C'est ce qui donne tout son sens à la ligne générale sur la question de la défense militaire de la révolution iranienne, développée en août 1980 par le Secrétariat unifiée de la IVe Internationale sur la situation et les tâches de la révolution iranienne:

«Face à une menace de coup

d'Etat réactionnaire ou d'intervention militaire impérialiste, les marxistes révolutionnaires en Iran participeront au combat des ouvriers, des paysans et des masses opprimées pour la défense — par leurs propres moyens d'action et d'organisation — de l'actuel régime. Il ne s'agit pas d'un soutien politique, mais d'une défense militaire. Dans une situation où le prolétariat et ses alliés ne sont pas en mesure de remplacer le régime présent par une forme supérieure de gouvernement — un gouvernement

des ouvriers et des paysans — cette défense militaire est nécessaire, mais elle reste liée à réalisation des grandes tâches (auto-organisation des travailleurs et indépendance de classe, mesures anti-capitalistes, réforme agraire radicale, autodétermination des nationalités notamment...) qui poussent en avant la révolution et sont la garantie ultime pour battre en brèche les projets de l'impérialisme.

«... Face aux menaces d'ordre

militaire de l'impérialisme et des généraux de l'ancien régime, ils proposent de concrétiser le mot d'ordre de l'armée des 20 millions en constituant des milices ouvrières et paysannes et en les armant. Dans cette perspective, ils défendent le droit des travailleurs sous l'uniforme dans l'armée et le corps des pasdars de former leurs propres comités indépendants de la hiérarchie et des institutions de la République islamique.»

3 octobre 1980



Sûr et dominateur, Saddam Hussein, alors qu'il croyait écraser l'Iran dans une guerre éclair-

Déclaration du Secrétariat unifié

sur la guerre Iran / Irak

'INVASION de l'Iran par l'Irak est une nouvelle attaque contre la révolution iranienne. Elle sert les intérêts de l'impérialisme, affaiblit et pourrait écraser la révolution iranienne en imposant un régime ouvertement pro-impérialiste de terreur contre-révolutionnaire. Washington, Londres et Paris, «tout en garantissant la neutralité» de ce régime, cherchent à se constituer des forces dans la région sous le couvert de l'attaque irakienne et menacent d'in-

tervenir directement et militairement en espérant pouvoir invoquer le prétexte que leurs «intérêts économiques sont menacés». Carter a renforcé la machine d'intervention militaire de la dictature d'Arabie saoudite qui s'est alignée sur l'Irak et fait des préparatifs pour une éventuelle invasion de l'Iran. D'importantes forces navales américaines, britanniques et françaises se concentrent à l'entrée du Golfe. Toute intervention militaire directe de

l'impérialisme, sous prétexte de défendre ses approvisionnements en pétrole ou sous n'importe quel autre prétexte, ne serait rien d'autre qu'une attaque armée contre la révolution iranienne. Tout comme l'était le raid sur Tabas.

Les marxistes révolutionnaires en Iran et partout dans le monde condamnent l'intervention militaire irakienne et exigent le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces irakiennes jusqu'aux frontières d'avant l'invasion. Nous dénonçons les manœuvres de Washington, Londres et Paris et demandons le retrait immédiat des forces navales impérialistes de la région. Nous condamnons les envois d'armes à l'Arabie saoudite et mettons en garde contre le danger de nouvelles interventions impérialistes. Nous appelons à la mobilisation autour du mot d'ordre «Impérialistes, bas les pattes devant la révolution iranienne!».

L'Irak a accueilli les officiers iraniens partisans de l'ancien régime, organisés et entraînés sous la direction d'Ovesi, Palizhan et Bakhtiar. Ils cherchent à créer une «armée blanche», soutenue et équipée par l'impérialisme, capable d'intervenir en Iran. L'Irak a fourni à Bakhtiar une stationradio pour diffuser de la propagande contre-révolutionnaire vers l'Iran. Dans toute tentative de coup d'Etat, cette armée contre-révolutionnaire en exil se coordonnerait avec les forces contre-révolutionnaires qui existent au sein de l'armée iranienne et de l'appareil d'Etat hérité de l'ancien régime qui ont un important réseau de soutien parmi les grands propriétaires dans les villes et dans les campagnes. Seule une partie d'entre eux ont été découverts lors de l'échec de la tentative de coup d'Etat en juillet dernier. Dans ce contexte, ceux qui en Iran cherchent à lier des relations étroites avec l'impérialisme, pourraient tenter d'utiliser l'invasion irakienne pour invoquer des «raisons militaires» (fournitures d'armes) et argumenter qu'il est nécessaire de normaliser les relations avec l'impé-

Les marxistes révolutionnaires appellent et aident à la mobilisation des ouvriers et des paysans iraniens pour défendre militairement l'Iran contre l'invasion irakienne. Nous nous battons aux côtés de Khomeiny contre toute tentative de l'impérialisme, de l'Irak ou de toute autre force contre-révolutionnaire iranienne pour renverser l'actuel régime iranien. Aussi longtemps que les masses ouvrières et paysannes ne seront pas capables de remplacer ce régime capitaliste par un gouvernement ouvrier et paysan, le renversement du gouvernement Khomeiny-Bani Sadr par l'impérialisme ou par des forces iraniennes contre-révolutionnaires, avec ou sans l'aide de l'Irak, marquerait le début d'une terreur sanglante, la suppression des acquis de la révolution iranienne et l'écrasement des masses.

La défense militaire de l'actuel régime iranien ne signifie pas un soutien politique au programme des promoteurs de la République islamique qui reste capitaliste. En fait, l'orientation du régime actuel a sapé les possibilités de défense militaire efficace de la révolution, en particulier pour les raisons suivantes : il a tenté de préserver «la hiérarchie militaire» de l'armée de l'ancien régime qui s'est montrée un terrain favorable à la préparation de complots militaires et tentatives de coup d'Etat. La purge de tous les officiers réactionnaires, à

l'initiative des soldats du rang, ne pourrait que renforcer l'effort de guerre. Le régime a refusé le droit à l'autodétermination des minorités opprimées, en particulier par ses opérations militaires sanglantes contre le peuple kurde, ce qui a affaibli l'unité de tous les peuples révolutionnaires d'Iran face aux attaques contre-révolutionnaires telles que l'invasion irakienne. Une prise de position claire en faveur du droit à l'autodétermination des minorités opprimées n'aurait pas pour seule conséquence de stimuler l'enthousiasme des 50% d'Iraniens qui ne sont pas persans; de plus, elle mettrait en évidence les prétentions frauduleuses de l'Irak d'être leur «sauveur» et stimulerait la résistance kurde contre le régime baasiste.

Nous appuyons l'appel lancé par Khomeiny pour «l'armée des 20 millions». Mais cet appel prendrait toute son efficacité si l'enthousiasme des peuples d'Iran était stimulé par la création de milices organisées démocratiquement et par la constitution de comités de soldats comme lors de la révolution de février 1979. Cela empêcherait toute tentative de coup d'Etat de la part de leurs officiers monarchistes.

De nouveaux pas en avant dans la défense et l'approfondissement de la révolution iranienne peuvent être effectués en développant l'organisation des masses laborieuses à travers les shoras ouvriers et paysans et par l'extension de leurs droits dans les usines et dans les campagnes et la garantie des droits d'expression et d'organisation. La satisfaction des besoins et des revendications des ouvriers et des paysans, y compris le droit à l'autodétermination pour les minorités opprimées, ne pourrait que stimuler l'attachement des masses à la révolution et leur détermination à lutter contre toute attaque contre-révolutionnaire. Elle représenterait une avancée vers la mise en place d'un gouvernement ouvrier et paysan qui conduirait les masses en avant, sur tous les fronts, y compris dans la lutte contre l'impérialisme et la réaction.

Le régime de Bagdad a utilisé comme prétexte pour attaquer l'Iran le traité de 1975 qu'il avait conclu avec le chah; pourtant ce traité avait marqué un tournant dans la politique de Bagdad et le début de la collaboration avec le chah. Ce dernier avait accepté d'interrompre toute aide aux rebelles kurdes d'Irak en échange du partage du contrôle des routes maritimes et de la souveraineté sur les trois îles du Golfe occupées par le chah en 1971.

Cet accord a eu des conséquences à long terme. L'Irak avait aussi accepté d'arrêter sa propagande «subversive» dans les Emirats du Golfe et auprès des minorités en Iran, ainsi que les fournitures d'armes au Sud-Yémen et ensuite aux rebelles du Dhofar en lutte contre le sultan d'Oman et aux guérillas du Balouchistan. Dans le même temps, l'Irak commen-

ca à ouvrir ses frontières au capital étranger. Cela eut comme premier résultat de renforcer la collaboration entre le régime irakien et le chah. De nombreux opposants iraniens, réfugiés en Irak, furent livrés aux tortionnaires du chah. Finalement, quand les soulèvements en Iran prirent des proportions de masse, l'Irak expulsa Khomeiny comme preuve de bonne volonté vi-à-vis du chah.

L'objectif de Bagdad, à l'heure actuelle, est de contenir, d'affaiblir la révolution iranienne, de créer les conditions du renversement du régime iranien et d'accroître son pouvoir dans la région. Cet objectif est aujourd'hui soutenu par l'impérialisme.

Le régime irakien serait directement menacé par une possible extension de la révolution iranienne dont l'exemple pourrait être contagieux, en particulier pour la majorité chiite en Irak. Depuis le renversement du chah, Bagdad a pris ses distances par rapport à l'URSS et s'est rapproché de l'Arabie saoudite et des Etats du Golfe.

L'un des objectifs officiels de l'accord entre les Etats du Golfe et l'Irak est le rejet des accords de Camp David; cependant, il est clair pour les uns comme pour les autres que leur préoccupation prioritaire est de s'opposer et de contenir la révolution iranienne. Dans le même temps, l'Irak espère tirer avantage de l'affaiblissement du régime iranien pour accroître son propre pouvoir dans le Golfe. L'attitude de l'impérialisme face aux possibles conséquences de l'attaque irakienne a été mis en lumière par le journal de Wall Street qui a écrit : «L'Iran révolutionnaire crée des tensions importantes au Moyen-Orient. Washington serait clairement favorable au rôle stabilisateur que l'Irak pourrait jouer dans le golfe Persique ». Le pays, qui malgré ses richesses en pétrole, a été incapable de surmonté son sous-développement et où le régime baasiste exerce une dictature féroce contre les masses et contre les minorités religieuses et nationales, ne devrait pas attaquer la révolution iranienne mais lui apporter son soutien et élargir la montée révolutionnaire par le renversement du régime baasiste.

Au départ, les espoirs du régime de Bagdad et de l'impérialisme pour une victoire irakienne rapide furent déçus grâce aux mobilisations des masses iraniennes contre l'attaque irakienne. Les projets de l'impérialisme dans cette région ne pourront être mis en échec que par la mobilisation autour des mots d'ordre suivants:

Troupes irakiennes hors d'Iran! Impérialistes, bas les pattes devant la révolution iranienne! Soutien aux efforts des masses iraniennes! Soutien à la lutte contre la réaction! Pour la défense de la révolution iranienne! le 3 octobre 1980.

La révolution kurde en Irak : histoire d'une défaite

OMPRENDRE la lutte des Kurdes signifie d'abord comprendre ce qui fait des Kurdes une nationalité opprimée, un peuple à part entière. Les facteurs généraux qui permettent d'analyser la question kurde peuvent se résumer ainsi :

une langue commune et un territoire bien défini (cf. carte), actuellement à cheval sur quatre pays : la

Syrie, la Turquie, l'Iran et l'Irak;

 une spécificité culturelle qui fait refuser au peuple kurde toute assimilation culturelle — en particulier l'arabisation forcée en Irak;

Pierre CHARDIN

En ce qui concerne l'Irak, c'est là que réside la cause fondamentale de l'isolement tragique de la révolution kurde : l'incapacité totale de la direction à mener une réelle lutte de libération nationale et à lier celle-ci à la lutte des classes, c'est-à-dire à gagner le soutien des milieux progressistes, des paysans et des travailleurs arabes. Cette incapacité va finalement mener à la tragédie de 1975 et laisser suffisamment de marges de manœuvres à la direction irakienne (le Baas) pour qu'elle puisse déporter en masse, réduire de moitié les régions «officiellement» kurdes, arabiser une grande partie du Kurdistan irakien en faisant disparaître la langue kurde au profit de l'arabe.

GENESE DE LA QUESTION KURDE

La question nationale kurde s'est posée dès le lendemain de la Première Guerre mondiale. Le partage colonial a scindé le territoire du Kurdistan et sa population - qui représente pourtant une communauté de plus de 15 millions de membres - en quatre parties intégrées aux Etats voisins. (On trouve même une minorité kurde en URSS, Arménie...) C'est à cette époque-là que la Grande-Bretagne, ayant des visées sur le pétrole de Mossoul, détache le villayet kurde de la Turquie pour le juxtaposer à l'Irak, pays dont elle était puissance mandataire. La France, en définissant la ligne frontière turco-syrienne, rattache des minorités kurdes à la Syrie qu'elle contrôle. La partition du Kurdistan est alors un fait accompli.

la conscience d'exister en tant que groupe éthnique national, donc celle de la nécessité de lutter pour l'autonomie politique de ce groupe, même si cette lutte a été le plus souvent dévoyée vers des solutions d'intégration de type province séparée aux Etats existants déjà (ce fut le cas de la direction Barzani en Irak).

Il y a cependant une spécificité qui a marqué les Kurdes tout au long de la lutte pour la reconnaissance de leurs droits nationaux : devoir s'imposer comme nationalité opprimée face à des pays dominés par l'impérialisme.

L'Irak reste sous influence anglaise jusqu'à la révolution de juillet 1958. Celle-ci porte au pouvoir une équipe d'officiers qui déclarent formellement l'Irak pays des deux peuples : arabe et kurde. Ces déclarations n'étant pas appliquées, le peuple kurde commence en 1960 une lutte armée contre le régime irakien avec comme objectif l'autonomie du Kurdistan dans le cadre de la république. Jusqu'en 1968, ce mouvement qui commence à devenir une véritable guerre de libération nationale est un facteur important de déstabilisation de l'Irak : quatre régimes sont renversés pendant cette période. Juillet 1968 : c'est la date de la prise de pouvoir par la tendance actuelle du Baas. Le nouveau régime s'engage sur des accords (conclus le 11 mars 1970) prévoyant d'octroyer l'autonomie à tous les territoires à majorité kurde. Un recensement est même prévu à cet effet.

Seuls deux partis d'opposition auront une influence déterminante dans la lutte nationale des Kurdes: le Parti démocratique du Kurdistan en Irak (PDK) et le Parti communiste irakien (PCI), tous deux clandestins. (Le PND, Parti national démocratique, composé essentiellement d'intellectuels de la gauche arabe ne jouera pas un rôle important pendant cette période.)

Le PDK, qui se réclame vaguement du marxisme-léninisme, a pour but final l'autodétermination de la nation kurde et pour objectif immédiat la démocratisation et la libération de l'Irak du joug impérialiste, c'est-à-dire la création d'un Etat arabo-kurde avec autonomie du Kurdistan.

Le PCI, organisation irako-kurde possède une section au Kurdistan composée en totalité de militants kurdes; c'est aussi de loin le plus implanté jusque dans les années soixante. Sa position quant à la question nationale kurde est équivoque jusqu'à ce que sa deuxième conférence (1956) approuve une résolution reconnaissant les Kurdes comme nation à part entière et «possédant les possibilités d'établir une économie nationale orientée vers la libération et l'unité nationale». Le PCI sera rapidement pourchassé par le régime d'Abdul Karim Kassem - chef des militaires au pouvoir - et ce bien qu'il ait soutenu Kassem; puis, à partir de 1963, les milices baasistes le soumettent à une répression féroce (7000 victimes). Triste récompense de sa politique de soutien à la bourgeoisie nationale.

Il ne faut cependant pas perdre de vue que c'est essentiellement le PDK qui structure la «révolution kurde». Sur le plan militaire, c'est lui qui constitue l'ARK (Armée révolutionnaire du Kurdistan), avec un millier de militants au début de la guérilla, celle-ci connaîtra un développement relativement continu pour atteindre le chiffre de 50000 combattants en 1975, date de la «liquidation» de la révolution. Les zones libérées et contrôlées par le PDK s'étendront rapidement sur la moitié du Kurdistan irakien (30 à 40000 km2). Une administration autonome y sera mise en

L'ACCORD DE 1970 ET LA LONGUE MARCHE ARRIERE DU PDK

Sous la pression conjugée de la puissance de la guérilla et les critiques du PCI, le gouvernement irakien est obligé de céder et d'accorder une certaine autonomie à la province rebelle. Le CCR (Conseil de commandement de la révolution), prolongement de la direction du Parti Baas, dit reconnaître «l'existence de la nation kurde et ses droits linguistiques et culturels». Ce qui aboutit aux accords de mars 1970, signés entre le PDK et le gouvernement, dont les points les plus importants sont les suivants:

- le kurde devient langue officielle avec l'arabe dans les régions à majorité kurde, seconde langue d'enseignement dans le reste du pays;
- réintégration sans condition des ouvriers, fonctionnaires et employés ayant participé à la guérilla;
- réforme agraire au Kurdistan : attribution de parcelles de terre aux paysans;
- la radio-diffusion et les armes lourdes de la révolution kurde seront restituées au gouvernement.

Sur le plan économique, il est stipulé que «puisque l'autonomie interne s'insère dans le cadre de la République irakienne, l'exploitation des ressources naturelles de cette région relèvera de l'autorité de la République». Ce dernier point traite, en fait sans le dire, du problème du pétrole sur les territoires kurdes, pétrole que le gouvernement irakien ne veut perdre à aucun prix.

Alors qu'il désarme la révolution kurde, cet accord est fêté par le PDK comme celui de la victoire! Celui-ci va même jusqu'à dissoudre les structures administratives mises en place dans les zones libérées. Devant ces preuves de «bonne volonté» des ministres kurdes du PDK sont intégrés au gouvernement.

Pendant quatre ans, le PDK essaiera de faire appliquer l'accord. En vain! Ayant liquidé la guérilla, il ne possède plus un rapport de forces suffisant face au Baas. Le recensement prévu (décisif en particulier pour la région pétrolière de Kirkouk) est constamment retardé. Alors que les persécutions contre les Kurdes se poursuivent, le Baas édicte unilatéralement en 1974 sa propre loi sur l'autonomie. Il revient sur la plupart des concessions accordées en 1970. Les combats reprennent alors, mais cette fois sans que les Kurdes en aient l'initiative.

DES ALLIANCES POLITIQUES

Il est clair que, si le Baas a pu reprendre la répression puis la guerre contre le peuple kurde, c'est qu'il s'est acquis deux alliés de taille : le PCI (Comité central) en Irak et l'URSS au niveau international. En effet, à partir de 1972, la bureaucratie soviétique, prétextant le soutien à la lutte du Baas contre les trusts pétroliers, fournit des armes et des experts à l'Irak. Ces armes sont celles qui seront utilisées contre le peuple kurde! Toutes les requêtes faites à Moscou par le PDK qui demandait à l'URSS de faire pression sur le Baas pour qu'il négocie, ne serviront à rien.

Face à cette nouvelle alliance, le leader du PDK, le général Barzani, accepte l'aide militaire que lui propose le chah d'Iran. L'Iran compte aussi affaiblir son voisin irakien et jouer un rôle de premier plan dans la région. Même les Etats-Unis, bailleurs de fonds du régime de Téhéran, ac-

TURQUIE

SYRIE erbit kirkuk

baghdad IRAN
IRAK

JORDANIE

régions kurdes

corderont 16 millions de dollars d'aide aux rebelles kurdes! Cependant, Washington contrôle bien le processus: l'aide sera juste suffisante pour miner le régime de Bagdad et empêcher l'URSS d'accroître son influence en Irak, mais trop faible pour que le PDK puisse mener à terme la libération des territoires kurdes.

Pas à un seul moment le PDK n'a réellement essayé de gagner la solidarité et le soutien de l'opposition irakienne ni celle des pays arabes. On mesure là aussi comment la politique du PCI, son soutien au Baas, n'est pas un élément favorable à une telle solidarité. Le PDK y répond avec un sectarisme des plus sauvages : celui-ci s'aliène le soutien des communistes kurdes luttant à ses côtés et fait assassiner Fakher Mergasori, prestigieux dirigeant du PC du Kurdistan.

LA TRAGEDIE DE MARS 1975

Cependant, contre toute attente, les maquisards kurdes résistent victorieusement face aux attaques irakiennes. Saddam Hussein pense alors liquider la question kurde en utilisant les détours de la diplomatie : des tractations secrètes ont lieu entre Téhéran et Bagdad par l'intermédiaire de l'Egypte et de l'Algérie. Le pouvoir central irakien obtient rapide-ment ce qu'il veut. L'Iran fermera ses frontières (au Kurdistan), empêchera «l'infiltration d'éléments subversifs », cessera les livraisons d'armes aux rebelles. En échange, l'Iran recevra le territoire non négigeable du Chatt el Arab. C'est le coup d'arrêt de la «révolution kurde».

Mustapha Barzani décide alors de stopper les combats et de se réfugier en Iran. La direction du PDK ne laisse aucune alternative aux combattants du peuple kurde : c'est la reddition complète. Les rebelles détruisent leurs armes et font disparaître les pièces lourdes dans les lacs. Des dizannes de milliers de personnes s'exilent sans perspectives. Certains préfèrent se rendre.

L'extrême faiblesse politique de la direction Barzani va bien au-delà des faiblesses traditionnelles des directions nationalistes. Si le choix d'accepter l'aide militaire du chah ne pouvait mener qu'à une tragédie, une telle trahison n'est que la conséquence d'autres choix politiques par rapport à la conception même de la lutte de libération nationale. En effet, deux problèmes essentiels ont constamment été esquivés par la direction du PDK:

- la réalisation de la réforme agraire dans les zones libérées, l'organisation systématique d'une économie de survie, sans parler des tares bureaucratiques du système administratif mis en place dans ces zones;
- la réunification du Kurdistan et comment mener une véritable lutte de libération nationale unifiant les différents fronts (turcs, iraniens, irakiens...) pour poser le problème de l'autodétermination du peuple kurde.

Epreuve de force à la Fiat

Franco RIVERA

es derniers jours, les menaces contre les travailleurs de la FIAT se sont aggravées. Dans notre précédent numéro, nous avions mentionné l'appréciation du quotidien du capital britannique Financial Times sur la lutte en cours : «C'est potentiellement le conflit du travail le plus sérieux et le plus important depuis plusieurs années en Italie.»

Aujourd'hui nous pouvons affirmer sans aucun doute qu'il s'agit de la plus grave agression à laquelle le mouvement ouvrier européen a eu à faire face au cours des dernières années. Pour étayer cette affirmation, il suffit de reprendre le déroulement des faits depuis le samedi 27 septembre.

Ce jour-là, le gouvernement Cossiga était renversé. Ce gouvernement «tripartite», Démocratie chrétienne (DC) - Parti socialiste (PSI) - Parti républicain (PRI), était déjà très affaibli par les luttes ouvrières et aussi par l'opposition du Parti communiste (PCI) et les contradictions en son sein. Au cours des derniers mois, il avait été mis à plusieurs reprises en minorité, seulement sauvé à chaque fois par le vote de la question de confiance. Ce jour-là donc le gouvernement était parvenu à trouver une majorité (d'une seule voix, alors que l'arithméthique parlementaire lui en accordait plusieurs dizaines) par le vote de la question de confiance, mais, au cours d'un vote général à bulletins secrets sur un long décret économique, il s'est retrouvé une fois de plus en minorité et il a préféré donner sa démission.

Immédiatement Agnelli a annoncé le report jusqu'à la fin de l'année des mesures de licenciement concernant 14469 travailleurs. L'objectif de ce recul du patronat de la FIAT est bien clair : il s'agit d'éviter que la continuation des luttes à la FIAT ne puisse transformer la crise gouvernementale en une crise politique globale, à l'initiative de la classe ouvrière.

Le recul d'Agnelli représentait certainement une première victoire, bien que limitée, pour les travailleurs de la FIAT : le problème des licenciements a été repoussé seulement de quelques mois et, de plus, subsistait la menace de «chômage technique» massif décidé par les patrons. Il fallait poursuivre la mobilisation et ne pas baisser les bras.

Telle n'a pas été la position défendue par le PCI et les confédérations syndicales. La direction du PCI a salué le recul d'Agnelli comme une « grande victoire », elle n'a proposé aucune consigne pour assurer la continuité de la mobilisation et s'est montrée disposée à utiliser les effets de la lutte de la FIAT dans les négociations en cours pour la formation du nouveau gouvernement. De leur côté, les confédérations ont immédiatement annulé l'appel à la grève générale pour le 2 octobre. De sorte qu'Agnelli avait le chemin préparé pour se livrer à de nouvelles agressions, ce qui n'allait pas tarder à se vérifier.

Lundi 29 septembre, la direction de la FIAT a annoncé la mise au «chômage technique» de 24 000 travailleurs. Mardi 30, c'est la liste nominale des travailleurs concernés par cette mesure qui est rendue publique et l'on peut mesurer l'ampleur de cette nouvelle agression et le caractère purement maœuvrier du report des licenciements : parmi les 24 000 travailleurs concernés, il y a la majorité des militants syndicalistes de base de la FIAT et même certains délégués membres des conseils.

Agnelli a tiré une conclusion très lucide des luttes menées ces dernières semaines: pour pouvoir imposer les 14469 licenciements, il se doit d'abord de démanteler le mouvement ouvrier organisé de la FIAT. Tel est l'enjeu de la colossale épreuve de force qui est en train de se jouer à Turin.

Il est évident que ce qui est en jeu ce sont les intérêts de la classe ouvrière italienne et de tout le mouvement ouvrier européen. La riposte se doit d'être à la hauteur de l'agression, elle est possible : ce qui s'est passé ces deux dernières semaines, et qui prolonge les mobilisations précédentes analysées dans notre numéro précédent d'Inprecor, le démontre.

UNE MOBILISATION ASCENDANTE

Mercredi 17 septembre, les trois secrétaires nationaux de la FLM (Fédération de la métallurgie), devant trois assemblées combatives et massives, réunies dans trois différents secteurs de la FIAT à Turin (celle de Mirafiori fut particulièrement importante avec une participation de 20 000 ouvriers), promettaient que le lendemain le Comité directeur de la FLM déciderait la grève générale des métallos et demanderait aux confédérations (GCIL-CISL-UIL) de proclamer la grève générale de toutes les catégories professionnelles.

En effet, le 18, la direction de la FLM décidait la grève des métallos pour le 24 et deux manifestations nationales à Turin et à Naples. Le même jour, 1200 délégués de la région du Piémont (qui représentaient toutes les catégories professionnelles) décidaient d'organiser pour le même jour, 24 septembre, la grève générale de toutes les catégories dans leur région.

Vendredi 19, d'autres grandes as-

semblées se déroulaient, en particulier à *Mirafiori* et à *Lingotto*; le maire communiste de Turin et le président du Conseil régional (socialiste) allaient y manifester leur solidarité aux travailleurs de la *FIAT*.

Deux camarades des Comisiones obreras de la SEAT de Barcelone, militants de la IVe Internationale, prirent la parole au cours de ces assemblées pour manifester le soutien des travailleurs de l'Etat espagnol; ils furent très applaudis.

Cependant à Rome les entretiens piétinaient. Une proposition, avancée par le ministre (DC) du Travail Foschi, d'attendre avant de prendre des décisions que le parlement approuve une loi sur la «mobilité», fut repoussée tant par la FIAT que par les syndicats. Le samedi 20, la FLM demandait au ministre une réponse définitive.

Face à l'impasse évidente des pourparlers, lundi 22, le Conseil de Mirafiori (appelé le «Consiglione» car il comprend 800 délégués) maintenait la consigne de la continuation de la lutte jusqu'au bout (8 heures de grève chaque jour avec assemblées et cortèges) et donnait un avis favorable pour des «formes extrêmes de lutte», c'est-à-dire pour l'occupation de toutes les sections de la FIAT.

Le mardi 23, le conseil d'administration de la FIAT décidait d'augmenter le capital de 165 à 337,5 milliards de lires; simultanément, le Premier ministre Cossiga (aujourd'hui démissionnaire) rencontrait les trois secrétaires généraux des syndicats, Lama, Carniti et Benvenuto pour les convaincre d'appuyer la proposition que le ministre du Travail était en train de préparer et de faire pression sur la FLM pour qu'elle-même l'accepte.

A Mirafiori, le mercredi 24, se déroulait une nouvelle grande assemblée très houleuse avec plus de 10000 ouvriers et avec la participation des représentants des partis. Les interventions des travailleurs demandaient la grève générale nationale et l'occupation des usines; les sifflets retentirent au moment de l'intervention du représentant démocrate-chrétien, mais aussi au moment de celle de Boato, député du Parti radical, ex-dirigeant de Lotta Continua. Cicchitto, socialiste, lui aussi dut supporter d'être sifflé surtout de la part de tous les travailleurs qui reprochent au PSI de participer au gouvernement démocrate-chrétien.

Pour la première fois, la LCR (section italienne de la IVe Internationale) était invitée comme organisation politique à parler dans une assemblée de ce type. Notre camarade Caforio, un des 61 travailleurs licenciés en octobre dernier par la FIAT, obtenait de nombreux d'applaudissements.

Le même jour, le Comité directeur de la *CGIL-CISL-UIL*, décidait une grève générale de 4 heures pour le 2 octobre.

Finalement, le jour suivant, s'est déroulée la grève générale du Piémont qui a touché 1300000 travailleurs et celle nationale des métallos (1500000), toutes les deux furent des succès.

Néanmoins, la manifestation de Naples ne dépassait pas les 10000 ouvriers et cela témoigne des grandes difficultés que le mouvement ouvrier et syndical connaît de nouveau au Sud, du fait des erreurs de sa direction. Au contraire, la manifestation de Turin était puissante et extraordinairement combative. Au moins 80000 travailleurs, peut-être plus de

100000, occupaient la place principale de Turin, venant des 4 grands cortèges qui avaient traversé la ville.

Dans les cortèges et lors du meeting final, marqués par la présence combative des travailleurs, on n'entendait que des mots d'ordre très durs contre le patron, pour l'occupation des usines, pour la grève générale de 8 heures; le secrétaire général de la FLM, Mattina, était reçu froidement et le secrétaire confédéral, Carniti, vigoureusement sifflé par les manifestants. Les nombreuses banderoles et pancartes préparées par les militants de la LCR, qui s'était engagée au niveau national pour la mobi-lisation, demandaient les 35 heures contre le chômage. Il s'agit d'un mot d'ordre qui commence à pénétrer d'importants couches de travailleurs avancés.

Entre-temps, le ministre du Travail avait fait une nouvelle proposition, dite de médiation. Elle envisageait, en plus des propositions déjà faites par la FLM (c'est-à-dire: licenciements volontaire; mises à la la retraite anticipées; blocage de l'embauche pour les prochaines années; mobilité intérieure au groupe FIAT), la caisse d'assistance, pour zéro heure de travail, pour 24 000 travailleurs jusqu'à la fin de l'année et, de plus, chômage technique pour un volant de 24 000 travailleurs.

Il était prévu qu'au milieu de 1981 les parties en présence se rencontreraient pour vérifier si ces mesures avaient donné les résultats attendus ou bien s'il fallait envisager d'autres solutions.

Après pas mal de débats internes, la *FLM* fut poussée par les confédérations à accepter cette proposition. La *FIAT*, au contraire, la repoussait.

Au cours d'une violente conférence de presse, les dirigeants de la FIAT ont confirmé la nécessité des licenciements, et surtout celle d'une liste d'ouvriers voués à la mobilité extérieure, en expliquant que c'était prévu dans la Convention collective nationale des métallos. En effet, l'année dernière, les dirigeants syndicaux ont signé une clause de ce type, très dangereuse pour les travailleurs, en envisageant un développement de la production qui aurait facilité le déplacement des travailleurs des secteurs en crise vers d'autres usines du groupe.

Mais aujourd'hui, face à la forte mobilisation ouvrière contre la «mobilité», perçue comme un instrument de licenciement, et à la très difficile situation de l'emploi dans le Piémont, la direction de la *FLM* comprend qu'elle doit pas d'engager dans cette impasse.

En fait, en plus des 15000 emplois en danger chez FIAT, sont envisagés 4000 licenciements chez Indesit (appareils électro-ménagers) et 2000 à la Montefibre (fibres synthétiques).

Il y a déjà plus de 12000 travailleurs au chômage technique total dans la seule province de Turin, 2000 dans celle d'Asti.

Plus de 7000 travailleurs venant d'entreprises fermées ou «restructurées» au cours de ces dernières années sont encore en «mobilité», c'est-à-dire inscrits sur une liste spéciale en attente d'un nouvel emploi.

Il y a 53000 chômeurs inscrits sur les listes normales de l'Agence pour l'emploi de la province de Turin.

Les négociations au ministère du Travail ont donc été arrêtées sans aucun accord. Le Premier ministre a convoqué une nouvelle fois les parties pour essayer d'engager le débat au plus haut niveau du gouvernement.

Pendant ce temps, les délégués de la FIAT, qui s'étaient contentés d'accepter la «médiation gouvernementale» avec quelques réticences et après de nombreuses pressions de l'«aile gauche» de la FLM, ont poursuivi la préparation politique et organisationnelle de l'occupation des entreprises. Mais la chute du gouvernement Cossiga et les événements qui l'ont suivie ont ouvert une nouvelle phase de la lutte.

TOUS AVEC CEUX DE LA FIAT!

Les travailleurs de la FIAT sont à nouveau en grève. Ce même mardi 30, jour où la liste des travailleurs mis au «chômage technique» fut connue, la FLM appela à la grève ainsi qu'à des piquets massifs avec la participation rotative de tous les grévistes pour bloquer les portes des usines. Il s'agit «presque» d'une occupation mais ce n'est pas une occupation, et surtout ce n'est en aucune facon une ligne de mobilisation générale et centralisée de toute la classe ouvrière italienne comme ceux de la FIAT en ont besoin. Il ne s'agit donc que d'un premier pas dans la riposte à l'agression patronale. La LCR, aux côtés des milliers de travailleurs qui ont fait l'expérience de ce mois de luttes, avance le

mot d'ordre de grève générale qui est la seule manière de vaincre Agnelli.

L'actuelle crise gouvernementale en Italie donne une importance d'autant plus grande aux luttes de la FIAT. Il ne fait pas de doute qu'Agnelli fait le calcul que le PCI et les directions des confédérations syndicales vont avoir pour objectif premier d'éviter au pays une crise politique grave qu'ils auraient bien du mal à contrôler.

Il n'y a qu'une puissante mobilisation à la base qui puisse obliger, une fois de plus, Berlinguer et les bureaucraties syndicales à «chevaucher le tigre». Car il existe un danger d'isolement de la FIAT qui constitue le danger principal à combattre. C'est à cela que se sont attelés les camarades de la LCR mais c'est également une tâche de toute la IVe Internationale et particulièrement de ses sections européennes.

Ces quatre semaines de luttes montrent que nous sommes en train

de vivre avec la FIAT une double «répétition générale»: Agnelli assume le rôle d'«avant-garde» du patronat de l'industrie automobile européenne, et pas seulement de l'industrie automobile d'ailleurs, dans la tentative de mise en place de sa stratégie anti-crise; par ailleurs les travailleurs de la FIAT sont effectivement l'avant-garde des travailleurs européens dans la leçon inappréciable qu'ils donnent sur la manière de faire face aux agressions et aux manœuvres les plus brutales de patronat. Et ceci malgré la position de collaboration de classe honteuse des directions des centrales syndicales, des oscillations et du manque de détermination de la FLM dans la centralisation et la direction de cette lutte qui doit être menée jusqu'au bout, et enfin malgré les manœuvres tactiques du PCI qui entend renouer des liens plus étroits avec la classe ouvrière sans se départir un seul instant de sa ligne de collaboration avec la bourgeoisie.

Les travailleurs de la FIAT sont en droit d'attendre au cours des prochaines semaines qui seront décisives le soutien de tous leurs camarades à travers l'Europe. En particulier il faut éviter que la production de la SEAT en Espagne ne soit utilisée par Agnelli — comme cela s'est passé la semaine dernière — pour mieux faire face à la grève de la FIAT.

Enfin, du point de vue de la solidarité internationaliste également, la lutte de la FIAT est une «répétition générale». Les travailleurs européens de l'automobile ne peuvent affronter la très grave crise de cette branche qu'en coordonnant leurs efforts et leurs luttes, en avançant des mots d'ordre unificateurs, tout spécialement les 35 heures de travail par semaine, en refusant la logique réactionnaire de la « défense de la compétitivité de l'industrie nationale » dont les réformistes se font les complices, et en organisant un front unique solidaire à l'échelle européenne.

La IVe Internationale et tout spécialement sa section italienne vont rassembler tous leurs énergies dans ce sens.

Pologne

La préparation de la grève d'avertissement du 3 octobre 1980

Cyril SMUGA

N un mois d'existence, les syndicats indépendants autogérés, nés de l'accord de Gdansk le 31 août 1980 après 17 jours de grève, se sont affirmés comme la principale organisation ouvrière en Pologne. Ils se sont coordonnés, ont adoptés le même nom Solidarnosc (Solidarité) et les mêmes statuts. Ils comptent aujourd'hui sept millions de membres face à un Conseil central des syndicats (CRZZ — officiel) dont, selon son président, Romuald Jankowski, «les structures organisationnelles ont éclaté».

Les syndicats officiels de branche quittent un à un le CRZZ, se proclament «autonomes» et «autogérés». La raison de ces manœuvres a été exprimée très clairement par Szyszka, président du syndicat officiel des Télécommunications, qui justi-

fiait ainsi sa désaffiliation du CKZZ: «Toutes les organisations de branche ou presque ont quitté le CRZZ. Mon syndicat, au moment de l'annonce de sa désaffiliation ne comptait guère plus de 20% de ses membres. » Politika, l'hebdomadaire officieux du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), alla même plus loin, affirmant : «On peut dire, sans exagération, que ceux du CRZZ ont déjà fait leurs bagages et campent, valises en main. » Et aujournal de poursuivre : «Au moment où cet article paraîtra, il se peut très bien qu'il n'y ait plus personne dans la confédération.»

Avec une rare clairvoyance, Politika écrit: «Les déclarations des syndicats de branche annonçant qu'ils seront aujourd'hui autonomes et autogérés, signifient uniquement que le mouvement syndical revient à ses droits statutaires.». Avant d'annon-

cer : «Un ne peut douter que les directions syndicales de branche espèrent egalement que la manifestation de leur renouveau arrêtera le flux vers d'autres organisations syndicales.»

A côté de ces changements, la bureaucratie tente de diviser le nouveau mouvement syndical. Les propositions d'aide, voire même l'aide concrète pour certains syndicats, coexistent avec des pressions et des attaques contre d'autres. Telle l'attitude de ce directeur d'une entreprise varsovienne: «Chez moi, dans l'entreprises, il n'y aura pas de syndicats nouveaux d'aucune sorte; mettezvous ça bien dans la tête! Et quand la vague va retomber, tout sera comme avant...» Ailleurs, comme à Cegielski de Poznan, le directeur a prêté sa voiture pour qu'une délégation puisse se rendre à la réunion des nouveaux syndicats à Gdansk.

Solidarnosc compte aujourd'hui sept millions de membres, parmi eux seule une minorité - deux à trois millions - ont fait grève en juillet et en août. Moins encore ont fait l'expérience d'une grève d'occupation longue et organisée démocratiquement. C'est dire les différences de niveau de conscience. Si une minorité de travailleurs est consciente qu'on ne pourra rien obtenir de la bureaucratie sans l'acculer, sans un rapport de forces construit, appuyé par la menace de grève, d'autres se font des illusions sur la bonne volonté d'une partie au moins des bureaucrates. Lors de la première recontre nationale des syndicats indépendants à Gdansk, les débats ont reflétés ces différences.

LA CONSTITUTION D'UN SYNDICAT NATIONAL

Le mercredi 17 septembre, un millier de délégués de toutes les régions de Pologne s'étaient réunis à Gdansk. Le but de la rencontre, confronter les expériences et les difficultés rencontrées dans la construction du mouvement, a été immédiatement dépassé. «Notre mouvement est trop fort pour être brisé mais il peut s'enliser (...). Il est indispensable d'avoir un seul syndicat national, et non régional, et donc un statut. Sans cela, nous n'obtiendrons rien et les travailleurs vont nous quitter. » L'intervention du délégué de Wroclaw, Karol Modzelewski (1), qui reflétait la préoccupation de la majorité des syndicalistes réunis, posait d'emblée la question du rapport de forces national face à la bureaucratie. Car, si à Gdansk ou à Szczecin, les syndicats indépendants bénéficient du rapport de forces imposé par la grève d'août, ailleurs les syndicats en construction ont besoin d'un appui national face aux manœuvres de la bureaucratie.

Intervenant tout de suite après Modzelewski, Lech Walesa, dirigeant de Gdansk, s'opposa à toute idée de centralisation des syndicats : il se méfiait du manque d'expérience des militants des autres régions qui, du fait de leur nombre, auraient facilement une majorité dans une direction nationale du syndicat : «Je ne veux pas que les autres décident pour Gdansk »; devait-il déclarer. La discussion lon-, volonté d'une partie de la bureaucrague, démocratique et passionnée avait permis de parvenir à une solution acceptable pour tous : tous les syndicats adopteront le projet de statuts élaboré par ceux de Gdansk, une coordination, qui ne pourra pas imposer ses décisions à l'ensemble du mouvement, a été mise en place, ainsi

qu'une équipe d'intervention dont la mission sera d'aider tous les syndicats ayant des difficultés. L'ensemble des syndicats s'est fait enregistré à Varsovie sous le nom de «Syndicat professionnel indépendant et autogéré Solidarnosc».

A l'issue de la réunion, Walesa devait déclarer : «Ils (les autorités) commencent à nous les arracher (les accords), petit à petit, parce que nous ne sommes pas assez fermes. Il va falloir réfléchir à ce qu'on peut faire, y compris la grève. Concrètement, fermement, finie la rigolade, on essave de nous attirer sur une voie de garage. »

Mais, si la première réunion avait permis, dans l'affrontement des deux perspectives, l'apprentissage de la démocratie ouvrière, celle du lundi 22, qui adoptait les statuts, était son contraire. Walesa présidait, s'arrangeant pour couper court aux discussions, soumettant au vote les points discutés d'autant plus vite qu'ils soulevaient des débats. Lors du vote final, à main levée, quelques délégués se sont abstenus et le représentant de la Silésie critiqua ouvertement la façon de faire du président. Les «manœuvres de démobilisation » des syndicats officiels que celui-ci avait invoquées dans sa réponse pour justifier sa hâte n'ont certes pas convaincu grand monde. D'autant plus que, dans son intervention de clôture, Walesa a rendu hommage au vice-Premier ministre Jagielski, le négociateur de Gdansk: «Il faut aider des gens comme lui. Il n'y en a pas beaucoup au sommet de l'appareil. Tous ne sont pas mauvais et certains méritent notre attention. »

Pourtant, après les accusations de sabotage de l'accord, dont Walesa s'était fait le porte-parole après la réunion du 17 septembre, c'est Jagielski qui a répondu au nom de l'appareil. S'il a expliqué que la route du «renouveau (était) parsemée d'écueils », il s'en est surtout pris aux «revendications irréalistes» des grévistes et à la «baisse du rendement et de la discipline». Un discours très classique dans la bouche d'un bureaucrate apeuré.

DES MANOEUVRES BUREAUCRATIQUES

L'apparition d'illusions dans la tie d'appliquer loyalement les accords, dont Walesa s'est fait le porteparole, est d'autant plus grave que, si les autorités ont changé de tactique, elles n'ont pas abandonné l'espoir de détruire à terme le nouveau syndicalisme. Ainsi, si le 20 septembre Politika n'avait publié qu'une toute

petite note consacrée aux syndicats indépendants, noyée dans une page d'informations brèves, le 27 ce journal a consacré sa «une» et deux pages intérieures à la question. En apparence, c'est un changement dans le bon sens. Mais l'article consacré au MKZ (Comité syndical inter-entreprises de Gdansk) insiste surtout sur les difficultés du mouvement, commentant longuement l'affichette trouvée à l'entrée du local syndical : «Nous nous excusons auprès de tous ceux qui sont mal informés et décus ! Les syndicats d'ici sont dans la phase la plus difficile d'organisation. Donneznous un peu de temps pour organiser notre travail. Merci. » Et au journaliste d'insister sur les faiblesses. Des débats qui ont traversé la réunion de Gdansk, pas un mot.

Un autre article, qui se présente comme une information pour tous ceux qui ne s'y retrouvent plus entre syndicats indépendants, syndicats autonomes et CRZZ, s'il explique que la centrale officielle n'existe plus, se garde bien de répondre clairement aux questions que tout le monde se pose : comment vont être gérés les œuvres sociales jusque là entre les mains des syndicats «anciens» ? Ou plutôt, après avoir admis ce qui commence à être connu, c'est-à-dire que les fonds sociaux de l'entreprise (le salaire social) dont les syndicats officiels ont accaparés la gestion, appartient à tous les travailleurs, de même que la caisse de prêts et d'entraide, il affirme péremptoirement : «Les fonds syndicaux proviennent des cotisations des syndiqués. C'est là-dedans qu'on puise pour payer les congés maladie, les allocations pour les naissances, les décès, etc. Il va de soi que ce fonds ne concerne que les membres du syndicat. En quittant le syndicat, on perd le droit d'en user on acquiert de nouveau ces droits en se syndicant dans une autre organisation qui, avec le temps, pourra se constituer un fonds semblable.» Cet exposé sec et détaillé sert de justification aux «anciens» syndicats pour refuser tout partage. Or, ces syndicats ont été désertés par la majorité de leurs membres. Ainsi, en toute logique, Politika divise les travailleurs en deux catégories : ceux qui sont prêts à tenter l'aventure et les autres dont la sagesse sera récompensée; ils pourront puiser dans le fonds accumulé par des prélèvements sur tous les salaires depuis des années.

Les travailleurs ne l'entendent pas ainsi, mais, sauf en Silésie où les grévistes ont obtenu la dissolution des syndicats officiels au niveau local et où le syndicat indépendant a pu entrer en possession de l'argent ouvrier et à Gdansk où un accord a été conclu pour une gestion commune de ce fonds, les autorités refusent tout partage.; même si le syndicat officiel (souvent devenu «autonome») ne regroupe que 10 ou 20% des membres qu'il avait auparavant.

UNE GREVE NATIONALE D'AVERTISSEMENT

Ne pouvant que constater ces manœuvres, le syndicat indépendant Solidarnosc a appelé à une heure d'arrêt de travail le vendredi 3 octobre dans l'ensemble du pays. Dans un communiqué daté du 30 septembre, Solidarnosc dénonce les «tracasseries» qui constituent une violation de l'accord du 31 août. En particulier, il exige que les autorités cessent les négociations avec les seuls syndicats «anciens» et que les augmentations salariales versées le soient sous forme d'augmentations égales pour tous et non en pourcentage. «Nous connaissons les difficultés actuelles, poursuit le communiqué, mais, si le gouvernement ne peut satisfaire les augmentations prévues, qu'il s'engage sur un calendrier précis de négociations qui devraient se terminer avant le 20 octobre. L'accord de Gdansk doit entrer en vigueur eu plus tard le 1er octobre. » Pour cela le syndicat exige. comme preuve de bonne volonté, que le gouvernement demande à toutes les autorités locales «d'aider les syndicats Solidarnosc à s'organiser ».

A ces justes demandes, la bureaucratie a répondu par la calomnie : Kazimerz Barcikowski, vice-président et négociateur des accords de Szczecin, s'est adressé à tous les Polonais à la télévision le 30 septembre. «Nous changeons maintenant le vieil ordre des choses et façonnons de nouveaux mécanismes», a-t-il annoncé. «Au nom du bon sens, nous ne pouvons et nous ne devons pas abuser de la grève ni la considérer comme un moyen de pressions permanent, (nous !). En appelant les ouvriers à la grève et en donnant cette information aux centres de propagande étrangers (...), le syndicat viole les accords. Peut-être s'emploie-t-il à maintenir la tension sociale et à nous pousser vers un chaos dangeureux pour le pays et le peuple, pour sa paix intérieure et pour sa sécurité. » Mettant les points sur les «i», le quotidien du POUP, Trybuna Ludu, a accusé pour sa part l'opposition d'œuvrer au détriment des «intérêts nationaux», de la «raison d'Etat» et d'être «anti-socialiste ». Trois noms sont cités : Jacek Kuron, porte-parole du Comité d'autodéfense sociale KOR, Andrezei Czuma, dirigeant du Mouvement de défense des droits de l'Homme et du citoyen, ROBCIO, et Leszek Moczulski, chef de file de la Confédération de la Pologne indépendante, KPN (nationaliste). Trybuna Ludu mêle habilement dans son commentaire

« Les revendications

Luis

VRIL 1980: plus de 150000 métallurgistes de la zone de l'ABC (1) se mettent en grève et réaffirment leur détermination au cours de nombreuses assemblées de masse réalisées dans le stade de Vila Euclides. Les usines s'arrêtent sans qu'il y ait le moindre piquet de grève ou la moindre violence. Les décisions qui sont prises, le sont à partir d'une claire évaluation des problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs aujourd'hui au Brésil.

Après des années d'une exploitation effrénée, où l'arbitraire et une législation du travail archaïque — vieille de 40 ans — se combinent avec les formes les plus modernes de surexploitation de la classe ouvrière, comme le FGTS (2), 150000 travailleurs décident d'arrêter le travail.

Quel crime n'avons-nous pas commis en revendiquant pacifiquement 15% d'augmentation de salaire, la sécurité de l'emploi, la réduction du temps de travail et le droit d'avoir des délégués syndicaux librement élus dans les usines ?

En réalité, notre crime a été d'oser exprimer ouvertement le désir profond de toute la classe ouvrière brésilienne. Nous avons revendiqué le droit le plus élémentaire, celui d'être considérés comme des êtres humains; c'est-à-dire avoir la liberté d'organisation et de participation, la liberté de négociation, la liberté de décider de notre propre destin aux côtés et même dans le cadre d'une confrontation démocratique avec d'autres secteurs de la société brésilienne, la liberté de limiter la faim et la malnutrition de nos enfants quand ils ont la chance d'échapper à la mortalité infantile qui est très élevée; l'amélioration des

conditions d'éducation, de logement, de protection médicale élémentaire, et des transports; la terre à ceux qui la travaillent; enfin, la liberté de lutter contre toute cette misère qui étouffe la classe qui produit des richesses de ce pays.

La riposte aux revendications des 150000 métallos a été immédiate : la région est investie militairement, le siège du syndicat est encerclé et envahi. Des travailleurs sont brutalement frappés. Nous sommes arrêtés et des milliers de travailleurs sont sommairement lock-outés.

Mais nous devons reconnaître que face à un crime si hardi, il n'était que temps pour les patrons — qui se disent libéraux — de serrer les rangs et de bloquer toute possibilité de négociation. Finalement, ne vivons-nous pas dans un pays où tous les hommes politiques responsables de notre destin se disent démocrates?

Combien de ministres ont-ils été mis devant leurs responsabilités ? Combien ont dû démissionner ? Combien ont répondu de leurs actes devant les travailleurs ? Se seraient-ils par hasard comportés de manière à ce que ce soient créées, par le dialogue, les conditions d'une solution ? Comme nous sommes bien obligés de répondre par la négative à toutes ces questions, il ne nous reste plus qu'à nous demander si la liberté syndicale ne constituerait pas une revendication antidémocratique...

BRESIL-POLOGNE: L'IRONIE DU DESTIN

Août 1980 : plus de 150000 camarades polonais cessent le travail et se font représenter par un comité de grève qui élabore une

des citations tronquées de ces trois organisations très différentes. Pour déconsidérer plus encore l'opposition, la TV a diffusé la profession de foi d'un «syndicat nouveau» de l'aciérie *Lénine* de Nowa Huta qui prend clairement ses distances avec l'opposition.

Répondant aux attaques de la bureaucratie, les dirigeants de Soli-

darnosc ont pour leur part expliqué: «Il est certain maintenant que là où nous n'arriverons pas à contrôler la situation, les grèves commenceront dès vendredi matin», alors que Solidarnosc appelait uniquement à une grève de 12 à 13 heures. Il se pourrait également que ce mouvement se poursuive après vendredi, certains secteurs, comme le bâtiment, ayant déjà annoncé qu'ils auraient recours à une grève générale si le gouvernement ne satisfaisait pas leurs revendi-

Polonais sont les mêmes que les nôtres! » acio DA SILVA « LULA »

plate-forme en 21 points destinée à être négociée. La principale revendication, défendue de toutes leurs forces par les grévistes, se trouve être le droit aux syndicats indépendants. Plus surprenant encore, ils occupent leurs usines, exigent de pouvoir manger de la viande tous les jours, chantent l'Internationale avec le même orgueil que nous chantions l'Hymne de l'Indépendance dans la zone de l'ABC. Ils ne demandent pas le rétablissement du capitalisme en Pologne, ils veulent la socialisme en ce qu'il est la possibilité d'assumer, pratiquement, la gestion de cet Etat dont on dit depuis longtemps qu'il est le leur.

Et, du moins jusqu'à présent, il n'y a pas eu la moindre violence exercée contre les travailleurs polonais. Plus, beaucoup plus : le Premier ministre et d'autres hauts responsables gouvernementaux ont dû démissionner. Les autorités reconnaissent que la situation actuelle est le produit de très sérieuses erreurs d'orientation économiques. Et — Dieu me pardonne ! — les travailleurs exigent du gouvernement qu'il explique au peuple la véritable situation économique du pays.

Finalement, et au grand dépit de tous ceux qui par le monde manœuvrent contre la classe ouvrière, il paraît que la tenue d'élections syndicales immédiates, comme les camarades polonais l'ont demandé, est déjà garantie (3), à moins d'un retournement complet de la situation telle qu'elle se présente.

L'ironie du destin veut que, dans notre pays, certains secteurs qui ont critiqué tant et plus la grève de Sao Bernardo n'ont pas eu assez d'éloges pour parler des grèves en Pologne, prétendant démontrer par là que les travailleurs voulaient en revenir au capitalisme.

Ce qu'il faut retenir de tout cela, c'est que, sous n'importe quel régime, une chose élémentaire doit être obtenue : que la classe ouvrière soit respectée, qu'elle puisse déterminer les règles du jeu tant dans le domaine social qu'économique et politique.

Les revendications des Polonais sont les mêmes que les nôtres : ils revendiquent la liberté syndicale, le droit de grève, la participation aux choix économiques, et par là ils font ce qu'il faut pour que le gouvernement en vienne à la conclusion qui devrait s'imposer à tous : 150000 têtes pensent mieux qu'une seule. Qui a tort ? Les 150000 travailleurs polonais ou bien les autorités aujourd'hui écartées du pouvoir et qui s'imaginaient détenir à elles seules la vérité ? Qui a raison ? Les 150000 métallos de la zone de l'ABC ou le ministre de la Planification? Qui a tort? Les travailleurs ou le ministre du Travail qui s'est montré complètement insensible aux problèmes sociaux ?

Qui a raison ? Les travailleurs de la métallurgie ou bien le commandant de la IIe Armée qui voit

* Luis Iniacio da Silva, «Lula», est l'ex-président du Syndicat des métallurgistes de Sao Bernardo do Campo e Diadema et le président national du Parti des travailleurs (PT).

Nous avons publié, dans le numéro 81 d'Inprecor du 10 juillet 1980, une interview de Lula au Guardian (Grande-Bretagne) et un article de Daniel Bensaïd, Après la grève des métallos, le premier congrès du PT, et, dans le numéro 82/82 du 31 juillet 1980, deux documents : Derrière la controverse, PT «classiste» ou PT «de masse» : un parti ou un front ? et Après le congrès du PT, sur la

des communistes partout, en oubliant tout simplement que ce qui se passe aujourd'hui n'est pas le fait de l'action des communistes mais de l'incapacité de nos autorités à résoudre la question de la réforme agraire, de l'inflation, du chômage, enfin de la misère. Qui tient compte de notre peuple dans tout ça?

Je veux croire que l'ensemble de la société brésilienne, à la lecture des nouvelles publiées sur la Pologne, fera — même inconsciemment — une comparaison avec la grève de l'ABC et en arrivera à l'unique conclusion possible : le peuple ne se trompe jamais. Ceux qui se trompent sont une minorité qui refuse de se soumettre à la raison de la classe ouvrière.

D'autres grands mouvements sont à venir, au Brésil, en Pologne, aux Etats-Unis et partout dans le monde. Partout où existe l'exploitation et des restrictions aux libertés de la classe ouvrière, la stabilité des régimes, quels qu'ils soient, va être mise à mal. Et cela sera pire encore au Brésil où nous sommes soumis au capitalisme sauvage.

Folha Sao Paulo, 29 août 1980.

conception du parti et le mot d'ordre de Constituante.

- ABC: triangle industriel de la banlieue de Sao Paulo composé de San Andres (A), Sao Bernardo (B) et Sao Caetano (C).
- (2) FGTS: Fonds «social» constitué par des prélèvements obligatoires sur les salaires. Les travailleurs n'ont aucun contrôle dessus et n'en bénéficient pas.
- (3) Ce texte a été écrit et publié avant la signature de l'accord de Gdansk.

cations, notamment celle de 800 zlotys d'augmentation pour tous.

Une épreuve de force s'engagera donc en Pologne le vendredi 3 octobre. Le syndicat indépendant espère obtenir, sinon le droit à avoir sa propre presse, du moins un accès aux médias nationaux qui corresponde à son influence réelle dans le pays. Quant à la bureaucratie, elle tentera de mettre en échec cette grève «qui n'a pas de raison d'être».

Un plénum du Comité central est annoncé pour le 4 octobre. Il pourrait sanctionner la réémergence de la fraction chauvine du général Moczar (artisan de la campagne antisémite de 1967-1969) au sein de la direction du parti. Les «partisans» de Moczar sont réapparus à la faveur de la campagne démagogique menée contre la corruption. Ils pourraient bénéficier du soutien d'une fraction de l'armée perméable aux thèmes nationalistes et à la démagogie égalitaire.

Enfin, le Département d'Etat américain a de nouveau annoncé des concentrations de troupes soviétiques à la frontière polonaise le 2 octobre. Comme précédemment, cette information n'a pas été officiellement démentie par le Kremlin.

Famine naturelle ou chaos néocolonial?

EUT-IL y avoir de meilleur exemple de la démagogie des puissances impérialistes que le sort des peuples ougandais et centrafricains? Voilà deux pays où régnaient deux despotes. Voilà deux pays où le chaos des institutions était tel que les intérêts impérialistes y étaient de moins en moins satisfaits. Dans les deux cas, l'impérialisme entreprit de vouloir chasser des dictateurs. A grand renfort de publicité et de déclarations ronflantes sur la «libération» de ces peuples, on vit alors tomber Amin Dada en Ouganda, puis Bokassa en Centrafrique. La presse occidentale se remplit d'analyses péremptoires sur la fin des dictatures africaines et sur le retour à la démocratie. Giscard et Carter poussèrent leurs couplets sur l'indépendance des peuples.

Or, voilà que l'actualité récente ramène sur le devant de la scène ces deux pays. Et la similitude des situations est terriblement frappante. Dans les deux pays, ce sont des troupes étrangères qui ont chassé les régimes défaillants: les troupes françaises en Centrafrique, celles de Tanzanie en Ouganda. Dans les deux pays, le fonctionnement «normal» de l'Etat et de l'administration n'est toujours pas rétabli et le chaos y est parfois plus grave qu'auparavant. Dans les deux cas, les droits démocratiques élémentaires n'ont toujours pas été rétablis. Dans les deux cas, la troupe étrangère se maintient et régente ces pays. Enfin, dans les deux cas, la gabegie est telle que la désorganisation politique et économique aboutit à la famine. C'est le cas dans certaines régions de Centrafrique. Et c'est le cas du Karamoja en Ouganda.

Claude GABRIEL

Le régime du président Obote était fort mal accepté par l'impérialisme. Favorable à une diplomatie «neutraliste positive», Obote passait pour pro-soviétique. En réalité, les intérêts britanniques conservaient leur prérogative en Ouganda. Mais, dans cette région extrêmement convoitée - l'Afrique de l'Est -, l'impérialisme craignait une perte rapide de son influence politique. Déjà, la Tanzanie voisine se targuait de vouloir instaurer un socialisme «à l'africaine» et les choses allaient au plus mal pour la Communauté de l'Afrique de l'Est, regroupant l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya, dont la création devait, en principe, servir d'abord ce dernier pays dans lequel les Britanniques plaçaient le gros de leurs espoirs. Obote dérangeait sans vraiment être ce président progressiste et anti-impérialiste comme certains le présentent aujourd'hui. Ce n'était, de toute manière. pas l'absence de liberté démocratique en Ouganda, à cette époque, qui gênait les capitales occidentales.

En 1971, alors qu'Obote est à la conférence du Commonwealth, son chef d'état-major, un certain Amin Dada, prend le pouvoir. Les liens entre ce putsch et la politique impérialiste sont peu connus. La prise du pouvoir par Amin fut saluée par certains comme un moyen d'éviter

l'arrivée en force des Soviétiques dans ce pays. Mais plus généralement, les capitalistes espéraient surtout pouvoir accélérer le pillage du pays par une ouverture plus franche vers l'Occident.

Amin Dada se débarrassa rapidement des notables de l'ancien régime. Il liquida une soixantaine d'officiers, plusieurs centaines de soldats et quelques milliers de partisans d'Obote. Ayant fait place nette, il lança le mot d'ordre de «gouvernement par l'action» et prétendit qu'«il ne pouvait y avoir de gouvernement sans sécurité». Il reconstitua son armée à partir des sous-officiers, fit accéder à des postes supérieurs de la hiérarchie des sergents et des caporaux, fonda une garde prétorienne personnelle et mit en place une police parallèle omnipotente, la Public Safety Unit.

Pendant huit années, le régime Dada va se faire une renommée internationale grâce à la terreur qu'il fait régner dans le pays et par les discours hauts en couleur de son président. En 1972, il expulse 55 000 Indiens établis dans le commerce pour tenter de favoriser la petite bourgeoisie ougandaise et aider les dignitaires du régime à s'enrichir. Il se tourna vers la Libye et obtint une aide financière et militaire.

Mais, peu à peu, le pays va sombrer dans la faillite économique. Alors que l'Ouganda est un pays riche en ressources, le régime va dilapider ces potentialités. La production du café, qui représente 90 pour cent des ressources d'exportation, va connaître un lent déclin. La contrebande va voir s'envoler vers le Kenya près de 10000 tonnes d'arabica par an. La production sucrière décroît de 30 pour cent en 1977, des plantations sont lais-sées à l'abandon, des raffineries ferment. La production du coton est six fois inférieure à celle de 1970. Les campagnes retournent aux cultures vivrières, se repliant sur elles-mêmes.

Le pays entre alors dans une période de chaos. Les investisseurs occidentaux se détournent de l'Ouganda. Certaines fractions impérialistes cherchent une solution de rechange pour faire cesser l'opérette ougandaise qui les coupe d'importants profits et qui peut déstabiliser la région.

C'est d'ailleurs ce qui va se produire quand Amin Dada, pour une question de revendication terriritoriale, va attaquer la Tanzanie. Il est fort probable que le sort de Dada fut scelle à cette époque. L'impérialisme ne pouvait accepter que cette région, coincée entre la révolution éthiopienne, le Zaire en crise et l'Afrique australe, soit mise à feu et à sang. Restabiliser l'Afrique de l'Est, y restaurer une économie intégrée, tels étaient les objectifs pour les multinationales et les capitales occidentales. Si certaines fractions impérialistes pouvaient espérer tirer encore leur épingle du dans le camp d'Amin Dada, il ne fait pas de doute que ni Washington ni Londres ne pouvaient plus longtemps laisser l'Ouganda à la dérive.

L'armée tanzanienne fit donc la décision.

Il est toujours possible de spéculer pour savoir quel fut le degré relatif d'indépendance vis-à-vis de l'impérialisme de la décision tanzanienne. On peut cependant sans crainte d'erreur dire que l'offensive militaire contre le régime Dada a été décidée dans l'espoir d'en recevoir plus tard les fruits, sous forme d'aides financières et politiques.

L'IMPERIALISME ET LA «RECONSTRUCTION» DU PAYS

A la chute d'Amin, le pays est exsangue et le nouveau régime fait appel à l'aide internationale pour redonner vigueur à une économie dévastée. La Communauté économique européenne, trois jours après l'arrivée des troupes tanzaniennes à Kampala, promet une aide alimentaire d'urgence et un don de 100 millions de dollars par l'intermédiaire de la Convention de Lomé, pour des projets que la Communauté européenne avait suspendus sous le régime précédent.

D'autre part, les églises américaines, regroupées au sein de l'organisation MAP International, ont proposé une aide de 5 millions de dollars en nourriture et médicaments. La Grande-Bretagne, de son côté, s'est engagée pour une aide de 2 millions de dollars.

Mais cette aide déversée sur l'Ouganda ne pouvait aider le pays à remonter la pente. Elle ne pouvait servir les populations, particulièrement la majorité paysanne, s'il n'était pas mis fin aux rapports sociaux traditionnels du néo-colonialisme. Or l'armée tanzanienne amenait dans ses fourgons des centaines d'anciens politiciens, écartés par Amin. Elle favorisait la rentrée brutale des milliers de réfugiés qui s'étaient regroupés en Tanzanie parmi lesquels une partie de la petite bourgeoisie bureaucratique qu'avait expropriée le régime militaire et ses dignitaires. Enfin, la chute d'Amin donnait vigueur à une petite bourgeoisie commerçante que les élucubrations du précédent régime avait souvent contrainte à l'absence d'approvisionnements et de débouchés. Pour toutes ces couches sociales, le retour au régime civil devait signifier la fin des vaches maigres.

Le nouveau regime va donc représenter, le plus clairement du monde, cette frénésie spéculative de la petite bourgeoisie ougandaise. Les fractions politiques vont s'entredéchirer pour le partage du gâteau sous l'œil paternaliste d'une armée tanzanienne omniprésente (12000 hommes).

LE FRONT DU CLIENTELISME

A la prise de Kampala, le 11 avril 1979, par l'armée tanzanienne, le Front de libération nationale (UNLF) s'installe au pouvoir.

L'UNFL avait été fondé à Moshi, en mars 1979. Il groupait les représentants d'une vingtaine de mouvements d'opposition au régime Amin. Le président de son conseil exécutif, M. Youssouf Lule, ancien vice-chancelier de l'Université Makerere, devenait chef de l'Etat. Il était assisté d'un Conseil consultatif national composé des représentants des mouvements adhérants à l'UNFL. Un gouvernement provisoire était constitué.

M. Lule ne devait pas rester longtemps au pouvoir. Il s'efforça d'asseoir son autorité sur un pays à l'économie ruinée, parcouru par des bandes armées incontrôlées et où les soldats tanzaniens faisaient la loi. En même temps, il essaya de se rapprocher du Kenya pour diminuer la dépendance de l'Ouganda à l'égard de son «libérateur» tanzanien. Mais il entra en conflit avec le Conseil national consultatif (NCC) qui, le 20 juin 1979, décida sa révocation et son remplacement par M. Godfrey Lukongwa Binaisa. Le 25 juin, un nouveau gouvernement était constitué. L'ancien président Lule fut conduit contre son gré à Dar es Salam (Tanzanie) où pendant quinze jours on s'efforça de lui faire signer une démission qu'il se refusa énergique-ment à donner. Finalement, on dut lui rendre la liberté et il put gagner Londres. Quelques mois après, il devait s'installer à Nairobi (Kenya) où ses amis politiques constituèrent un mouvement d'opposition.

Mais la situation restait très grave en Ouganda. L'insécurité était générale. On assassinait les médecins dans les hôpitaux et les missionnaires à la campagne. Le corps diplomatique dut faire, le 29 août, une démarche collective afin que la sécurité de ses membres soit assurée. L'inflation atteignit le taux de 200%, les produits de première nécessité faisaient défaut, des grèves incessantes paralysaient la vie économique et les services publics. Succédant à M. Lule qui était un libéral, le président Binaisa se proclama «socialiste volontariste». Il négocia avec la Tanzanie le retrait de la moitié du contingent d'occupation et l'envoi en contrepartie d'un important effectif de policiers. Enfin, il annonça que les élec-tions pour l'installation du régime définitif auraient lieu en juin 1981.

Depuis le départ d'Amin, l'Ouganda vit dans la perspective du retour de l'ancien président Milton Oboté, renversé en 1971.

L'ancien président renversé en

1971 avait d'ailleurs non seulement des partisans mais une armée puisqu'il pouvait compter sur l'appui d'une douzaine de milliers d'hommes (Acholi et Lango) commandés par le brigadier général David Oyite Ojok, chef d'état-major, et le major général Tito Okello, commandant en chef, ainsi que sur un homme politique influent, M. Paul Muwanga, ministre de l'Intérieur.

Le président Binaisa réussit pendant onze mois à se maintenir au milieu de ces divers groupes qui étaient tous représentés au sein du NCC.

De crises gouvernementales en conflits avec l'armée, Binaisa se heurte de plus en plus au clan Obote et à son protecteur tanzanien. Aussi, en décembre 1979, il doit accepter le maintien des troupes étrangères jusqu'à la fin 1981 et le paiement par l'Ouganda des frais d'occupation d'un montant de cent dix millions de dollars!

Binaisa est à la merci de l'armée tanzanienne. C'est sans doute pour s'en libérer qu'il envisagea publiquement de faire appel, pour le maintien de l'ordre, au Nigeria, à l'Inde et même à la Grande-Bretagne.

Le 7 mai, M. Oboté, jusqu'alors resté en Tanzanie (qui lui a donné l'asile depuis 1971), annonçait son prochain retour en Ouganda. Sans doute pour ôter à son adversaire l'appui d'un de ses principaux partisans, Binaisa décida, le 10 mai, de révoquer le brigadier général Ojk.

Les chefs militaires et politiques décidèrent alors d'en finir. Le 13 mai la commission militaire de l'UNLF annonçait la destitution du président Binaisa, la dissolution du gouvernement et la mise en place de nouvelles institutions. Au sommet de celles-ci est placée la commission militaire de six membres dont le président est M. Paul Muwanga, le vice-président M. Museweni et les membres les généraux Okello et Ojok et les colonels Maruru et Omaria.

LA GABEGIE POLITIQUE ET LA FAMINE AU KARAMOJA

C'est dans ce contexte que l'opinion publique internationale apprend peu à peu la terrible famine qui sévit dans le nord-est du pays, au Karamoja. Ce sont les traditionnelles images d'une faim ravageuse et destructrice; des rassemblements d'êtres humains, des lambeaux d'hommes et de femmes. Sur ces images, la bonne conscience universelle se refait une santé. Pas un mot sur le régime qui sévit à Kampala, pas un mot sur l'histoire de ce pays. La famine ne semble avoir

d'autre raison que la sécheresse dans un pays misérable où les paysans «n'ont toujours pas appris les techniques modernes». Les médias résument ainsi l'explication officielle de l'impérialisme: pauvre pays, pauvre gens. C'est ainsi que furent expliquées en leur temps la famine des populations du Sahel puis celle de l'Ethiopie en 1972-1973.

Et pourtant l'Ouganda est reconnu comme un pays aux multiples ressources. Il devrait être exportateur de céréales et nourrir sans problème sa population. Mais la gabegie qui s'est maintenue après la chute de Dada n'a fait qu'accentuer la crise structurelle de l'économie. Le chaos politique justifie encore plus qu'auparavant les réticences des investisseurs occidentaux et seuls les gouvernements et les fondations humanitaires fournissent une aide au coup par coup.

Pendant que la petite bourgeoisie de Kampala et des villes s'en met plein les poches, au Kamamoja, la sécheresse c'est-à-dire d'abord l'imprévision et l'improvisation a déjà probablement fait près de 20000 morts!

Comme souvent dans de pareils cas, la population touchée, c'est-à-dire la population laissée pour compte, appartient à un groupe ethnique dont on aimerait bien en haut lieu réduire le poids dans la vie politique. Ce fut le cas des Baloubas au Zaïre en 1963 et celui des Ibos dans la guerre du Biafra.

Mais cette famine est une aubaine pour l'impérialisme. Le chantage à l'aide alimentaire devient l'arme la plus redoutable pour dicter sa politique au régime de Kampala. Libération du 14 juin rapportait que les agences d'aide se livrent une concurrence incroyable tant elles représentent chacune des intérêts impérialistes divers: les Croix Rouge allemande et suisse, l'organisation américaine Care, l'agence britannique Oxfam, les diverses missions catholiques, la Communauté européenne, l'ONU, la FAO, etc.

Françoise Chipaux rapporte dans Le Monde du 30 août que «certaines de ces associations qui font toutes oeuvre utile, restent jalouses de leurs prérogatives et hésitent à mettre en commun leurs ressources. Elles refusent, par exemple, de révéler au PAM le contenu de leurs envois de vivres si bien que des centres de distribution croulent sous les boîtes de biscuits protéinés mais manquent totalement de farine et de lait. A Kaabong trois infirmières britanniques se sont opposées à l'arrivée immédiate d'un médecin français préférant at-

tendre «quelqu'un de la maison». Il est vrai que les Britanniques ne voient pas toujours d'un bon œil "l'instrusion" française, notamment militaire sur une ancienne terre de la Couronne.»

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a dû réorganiser son intervention depuis qu'il s'est « aperçu » que Choundry, ministre adjoint ouganais de l'Education, s'était fait livrer des sacs de mais et de lait en poudre pour les faire distribuer ensuite aux populations, comme un geste gracieux de son leader politique, Oboté.

Le marché noir est devenu une institution, le trafic des dons, la spéculation sur les stocks sont maintenant de bons moyens d'enrichissement. Les camions sont attaqués et pillés. En quelques mois l'ONU a perdu plus de cinquante camions. Tout le monde se remplit les poches à commencer par les troupes tanzaniennes et les politiciens de Kampala.

Pour les pays occidentaux, cette famine est aussi l'occasion de présenter sa politique impérialiste sous un jour humanitaire. Giscard envoie pour quelques semaines une escouade de militaires, à grand renfort de publicité, pour une becquée publicitaire faite à un peuple. Ainsi ces messieurs garantissent des lendemains prospères aux investisseurs capitalistes.

Mais pas un mot, pas un geste pour désigner les responsabilités. Qu'importe le régime de Kampala si celui-ci peut garantir demain les profits impérialistes. Qu'importe les responsabilités d'une colonisation britannique et du néo-colonialisme puisqu'il s'est agi tout bonnement de renverser Dada pour rationaliser le pillage. Qu'importe la corruption et la spéculation des politiciens ougandais puisque c'est sur eux que demain il faudra s'appuyer pour investir et faire régner l'ordre.

Le Monde du 21 août 1980 présente un reportage accablant contre ceux qui règnent à Kampala. Il décrit la tournée électorale d'Oboté dans le nord-est du pays, dans la zone touchée par la famine:

«Les administrateurs ougandais, qui considèrent souvent l'affectation dans la province du Nord-Est comme une punition suprême, ne se montrent pas très empressés à collaborer à la lutte contre le fléau... (La ville de) Moroto, pavoisée, veut visiblement oublier les milliers de fuyards qui sont venus expirer sur ses pelouses, et accueille avec tous les honneurs qui lui sont dus M. Milton

Obote, le président de l'UPC (...) comme le proclament à des milliers d'exemplaires les T-shirts rouges que portent ses partisans... La famine, pour lui, a essentiellement deux causes: la sécheresse contre laquelle on ne peut rien, l'insécurité contre laquelle on peut beaucoup... L'ancien chef de l'Etat (Obote) n'a pas de problème d'approvisionnement; au banquet de ses partisans, au Moroto Hotel, réquisitionné pour la circonstance, les plats de viande ne manquent pas et la bière amenée par camion de Soroti à cinq heures de piste coule à flots... (A Kotido), nouveau banquet, mais ici le tri a été soigneusement fait dans les villages alentour et jusqu'à Kaabong. Seuls les biens portants ont eu droit au transport gratuit et à la bière. Les affamés resteront à l'écart des agapes... Après deux heures de discours enflammés et de chants, le cortège brûlant allègrement l'essence qui fait tant défaut aux ambulances des organisations humanitaires - repartira... Le chef de l'UPC... aura visité la province martyre et réusse la prouesse de ne jamais rencontrer le regard vide de ses concitoyens qui meurent d'avoir été oubliés de tous. »

De même, le Monde du 30 août rapporte que la famine n'est pas même évoquée dans les deux hebdomadaires en langue anglaise de la capitale, tous deux consacrés à la campagne électorale.

De haut en bas de l'administration, le cynisme s'installe et les classes dominantes laissent le pays à la dérive.

C'est ainsi que de très nombreux petits dispensaires existent dans les campagnes mais les infirmiers, faute de salaire, ont abandonné leur poste et vendu les stocks de médicaments pour subsister.

LE BILAN DE L'INTERVENTION TANZANIENNE ET LE «PROGRESSISME» AFRICAIN A LA LUMIERE DES FAITS

La Tanzanie passe pour un pays hautement progressite. Son président, M. Nyerere, multiplie les professions de foi sur son «indépendance» et sa lutte anti-impérialiste. Le «socialisme» tanzanien a été pendant un temps la tarte à la crème de tous ceux qui défendaient l'idée d'un passage au socialisme sans rupture avec les lois du marché capitaliste.

L'intervention de la Tanzanie en Ouganda éclaire plus qu'il ne faut la réalité des choses. La troupe tanzanienne pille et raçonne le pays. Les soldats s'organisent parfois même en équipes de racketteurs. On dit même que les Tanzaniens qui ont la garde des prisons s'opposeraient toujours à la libération de certains détenus par crainte de voir se reconstituer une opposition au pouvoir actuel dominé par les partisans d'Oboté.

Les élections générales viennent d'être reportées au 10 décembre 1980. La date prévue, le 30 septembre, n'a pu être respectée faute d'avoir prévu la fourniture des urnes, proclame la version officielle. En fait, la concurrence est telle entre les différentes cliques et la crise politique tellement avancée entre d'une part les militaires et d'autre part les ministres civils que les élections pourraient bien se transformer en guerre civile.

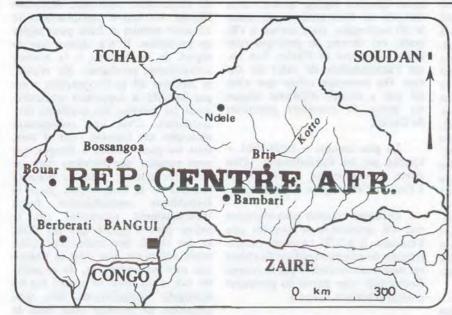
Il semble en effet que plusieurs partis aient pris leurs dispositions, se faisant livrer des armes et organisant des milices...

L'Ouganda s'enfonce de plus en plus dans la misère. Le revenu réel a diminué de 80%. Le salaire minimum est de 240 shillings alors que la farine de mais, nourriture de base, se vend à 120 shillings le sac de 2 kg. Le cours du shilling varie entre 1 et 18. Les produits de première nécessité sont introuvables. L'eau et l'électricité manquent parfois des journées entières dans la capitale. La Banque mondiale pousse le régime à dévaluer la monnaie. Mais les politiciens au pouvoir n'osent même plus prendre une telle décision, paralysés qu'ils

sont par la préparation des élections et les pressions de leurs clientèles.

Le renversement d'Amin Dada a ouvert une nouvelle situation en Ouganda. Celle-ci pourrait déboucher à court terme sur une guerre civile. Les différentes fractions impérialistes se préparent à tirer leur épingle du jeu. Le chaos actuel, s'il fait mourir des milliers de paysans dans le Karamoja, représente pour l'impérialisme la transition nécessaire pour un cours nouveau du néo-colonialisme dans ce pays.

Raison de plus pour que nous chassions de l'esprit des travailleurs dans les pays occidentaux l'idée que la famine est inévitable et indépendante de la politique de leur propre gouvernement.



Centrafrique

Un an après

l'installation de Dacko par les paras français

VOILA onze mois que les troupes françaises occupent la République centrafricaine. Le 20 septembre 1979, le régime «impérial» de Bokassa était renversé et les paras français mettaient à sa place Dacko, vieux politicien lui-même renversé par la France en 1966. Il avait fallu que des dizaines de lycéens soient assassinés dans des conditions atroces pour que Bokassa ler fasse soudain honte à Giscard. En vérité, le chaos qui régnait depuis plusieurs années dans ce pays ne pouvait plus guère se prolonger et l'opération «Barracuda» préparée depuis un certain nombre de mois devait laver la France et son président des jeux sanglants de leur protégé impérial.

Pourtant, loin de faire apparaître la France comme le pays libérateur du peuple centrafricain, la mise à l'écart de Bokassa révéla les compromissions des trois présidents de la Ve République, et singulièrement de Giscard d'Estaing. Scandale des diamants, scandale des archives impériales enlevées par l'armée française et disparues depuis, scandale des relations plus qu'amicales de Giscard et de ses frères avec Bokassa, etc. Dernier en date, le scandale de l'affaire Roger Delpey.

Ce personnage, barbouze de son état, est arrêté à la sortie de l'ambassade de Libye à Paris et inculpé d'intelligence avec des agents d'une puissance étrangère.

En fait, ce fameux Delpey a voulu faire un «scoop» extraordinaire en recueillant les confidences de Bokassa après sa chute. Il semble que cet individu dispose de révélations explosives et la DST s'occupe fébrilement à chercher les documents cachés. Delpey, qui n'est toujours pas jugé, a en plus le toupet de vouloir citer pour sa défense Bokassa lui-même. On imagine la gêne en haut lieu. Mieux, certains rapportent que Bokassa aurait demandé à ce Delpey de filer les doubles à Chirac!

Cet imbroglio montre une fois de plus que ces pays africains sont le terrain de sombres conflits entre réseaux de barbouzes où se retrouvent souvent les découpages politiques de la majorité parlementaire.

Pour le moins, il se dégage de la République centrafricaine une odeur nauséabonde de la fange accumulée depuis vingt ans par ces coquins qui gouvernent la France. La Centrafrique est une vitrine fort intéressante de ce que réalise l'impérialisme français dans un bon tiers du continent.

NI-GBARAKE

L'intervention de l'impérialisme français qui a ramené au pouvoir David Dacko, le 20 septembre 1979, l'homme que l'Elysée avait fait renverser par Bokassa en janvier 1966 en raison de son impopularité, présente déjà un bilan négatif à tous égards.

La démocratie annoncée n'est toujours pas venue et un parti unique a été instauré. La répression a repris son cours normal. La crise économique s'accentue et la situation sociale ne s'améliore guère. Les luttes revendicatives ne cessent de se développer. Le gouvernement, pris dans sa propre contradiction, panique, ne sait plus comment apaiser momentanément le mécontentement. L'Elysée, quant à lui, est dans l'impasse.

Le remaniement du mois de juillet dernier et le voyage de Kirsh (conseiller de Giscard pour les affaires africaines) qui a suivi n'ont pas apporté de véritable solution de remplacement. France, en a renouvelé 115 jusqu'en octobre, en attendant les résultats de septembre et n'en a renouvelé seulement 255. En octobre, on devrait donc compter qu'à peu près la moitié des étudiants centrafricains en France verront leur bourse supprimée et seront rapatriés automatiquement dans les deux mois suivants, selon la circulaire du ministère de la Coopération. Il s'agit essentiellement d'étudiants en maîtrise et en 3e cycle qui n'ont pas encore terminé leurs études.

UN PAYS OCCUPE

Les déclarations françaises, selon lesquelles les militaires qui étaient intervenus le 20 septembre 1979 à Bangui devaient regagner Paris quelques mois plus tard, sont totalement Au contraire, les paras français qui ont quitté le Tchad ont rejoint la base de Bouar (dans le centre ouest du pays), ville qu'ils ont occupée depuis la colonisation jusqu'en 1968. Bigeard s'y était rendu au printemps dernier pour une mission d'inspection. Ils sont également éparpillés dans les villes frontières du pays pour mieux surveiller, car on ne peut pas vraiment affirmer - même du côté français - que le pays soit calme et que tout soulèvement soit exclu. Les militaires sont là encore pour longtemps, même pour dix ans, déclarait Dacko fin septembre 1980.

A Bangui, ils patrouillent dans les artères principales. Ils sont également à l'aéroport et à côté de l'université pour mieux contrôler les mouvements étudiants. Les gendarmes et les gardes français sont nombreux aussi.

La présence française n'est pas seulement militaire. Dans les sociétés para-étatiques et dans l'administration, on trouve des Français (des «conseillers techniques»). Les cadres supérieurs centrafricains qui «dirigent» théoriquement ces sociétés n'ont pas d'initiative. Le directeur général d'une société para-étatique de transports est entouré lui de plusieurs «techniciens» français. Enarque, 3e cycle de droit, ce jeune cadre africain affirme volontiers qu'il est là pour meubler.

Au Trésor et au ministère des Finances, ils ont l'œil sur tout. Ils contrôlent, disent-ils, l'argent que la France «donne» à la République centrafricaine. Cette dernière est en réalité redevenue une colonie française. Jacques Serres, ancien colon français en Centrafrique qui, avant le 20 septembre, était encore à l'Elysée, est devenu le principal conseiller personnel de Dacko. Son buest l'antichambre de celui de Dacko. On murmure même que c'est lui qui a limogé Alphonse Blague du poste de conseiller personnel de Dacko.

Le plan biennal — 1980-1981 baptisé par les Centrafricains «Plan Barre centrafricain» a été rédigé à Paris et c'est un plan d'austérité.

Certaines sociétés para-étatiques ont été privatisées et données aux Français. L'ACCF (Agence centrafricaine de communications fluviales) est désormais contrôlée par le groupe Rothschild. Une partie du personnel centrafricain sera licencié.

La mainmise française s'étend aussi dans le domaine de la formation des cadres. Ainsi, cette année, sur 2100 candidats au baccalauréat, à peine 580 ont été admis. Un coopérant français devait s'en féliciter en disant que l'on était arrivé à en faire passer moins d'un tiers au baccalauréat. Le comble a été atteint quand le ministre français de la Coopération a supprimé 188 bourses aux étudiants centrafricains en

L'UNECA (Union nationale des étudiants centrafricains en France) a envoyé une lettre au gouvernement centrafricain pour dénoncer cette décision arbitraire du ministère de la Coopération. Le ministre de l'Education nationale, Alphonse Blague, est arrivé précipitament le 10 août dernier à Paris pour régler ce problème. Il n'a obtenu que le report de la décision à la rentrée universitaire prochaine. En réalité, le ministre de la Coopération n'est pas habilité à supprimer arbitrairement les bourses des étudiants centrafricains. C'est une commission nationale des bourses, qui se tient tous les mois d'août à Bangui, qui peut prendre des décisions dans ce sens. En agissant ainsi, le ministre français de la Coopération place la République centrafricaine (pays théoriquement souverain) sur le même pied d'égalité que les TOM et les DOM. Ses techniciens affirment volontiers que c'est la France qui paie les bourses et, de ce point de vue, a un droit de regard sur les étudiants centrafricains. Ces suppressions de bourses vont dans le sens de la politique française de bloquer la formation des cadres centrafricains et de continuer à envoyer ses coopérants contrôler l'université de Bangui et poursuivre sa sélection scélérate. Chaque année, en faculté de droit et de sciences économiques, contrôlée totalement par les Français, le pourcentage de réussite, toutes années confondues, ne dépasse pas 5 pour cent. Il est en de môme pour la faculté de lettres.

LA DEMOCRATIE PROMISE N'EST TOUJOURS PAS ARRIVEE

Au lendemain de l'intervention française, David Dacko proclamait le pluralisme. Le 29 octobre 1980, dans son discours-programme, il précisait notamment: «Une ordonnance sera prise très prochainement pour autoriser la pluralité des partis... Mais le pluralisme des partis que nous souhaitons resterait illusoire s'il n'é-

tait pas accompagné de la liberté de la presse, de la liberté d'association.»

Quelques jours plus tard, il sort un décret interdisant les manifestations. Le Premier ministre Ayandho, quant à lui, rappelait les journalistes de Radio-Bangui à l'ordre, en affirmant notamment qu'ils étaient là pour servir l'Etat et non émettre leurs propres opinions.

La table ronde réclamée par le MLPC de Patasse, le FPO de Goumba, fut refusée et les dirigeants du MPLC furent arrêtés, emprisonnés ou exilés. Le leader Patasse et ses partisans sont encore incarcérés. Certains responsables syndicaux de l'enseignement furent également arrêtés après des grèves et des manifestations, puis relâchés (1).

L'UDC (Union des démocrates centrafricains), parti unique créé par Dacko, nouvelle version du MESAN, a déjà tenu son congrès constitutif du 10 au 17 mars. Le président-fondateur en est Dacko luimême, le secrétaire Kazagui, ancien ministre de l'Education nationale de Bokassa. Son président définit l'UDC dans son discours d'ouverture du congrès constitutif: «C'est une organisation d'essence libérale... L'UDC est un parti politique multi-tendanciel, sans discrimination de région, de profession, d'opinion, de culture et de naissance... Véritable école de res-

ponsabilité et de probité, l'UDC doit être le rassemblement de démocrates et de patriotes intègres, honnêtes, qui soutiennent l'action du présidentfondateur, mais ne doivent pas hésiter à formuler, en toute liberté, toutes les critiques susceptibles d'améliorer cette action pour la grande satisfaction de tous.»

Théoriquement, dans les statuts de l'UDC, l'adhésion de la population n'est pas obligatoire. Dans la pratique, il en est autrement. En province, le Parti commence déjà à caporaliser les chefs de village, les paysans, etc.

En avril dernier, le gouvernement a cherché à inféoder la jeunesse au Parti; ce fut un échec cuisant pour son conseiller d'alors, Alphonse Blague, devenu ministre de la Jeunesse et qui détient aujourd'hui le portefeuille de l'Education nationale.

Il en est de même pour l'UGTC (Union générale des travailleurs centrafricains) où le régime cherche à remplacer la direction actuelle non acquise au gouvernement.

UN REMANIEMENT PAR ETAPES

Le projet d'une nouvelle Constitution et l'instauration d'un parti unique ne profitent pas à tous les membres du gouvernement. La vice-présidence, occupée par Maidou, n'est pas prévue dans la Constitution. Maidou ne fait pas partie non plus de la direction de l'UDC. Ce qui signifie que, si la nouvelle Constitution passe, Maidou risque de disparaître de la scène politique.

Le conseiller juridique de Maidou, Manedjapou, a violemment critiqué le projet de Constitution ainsi que l'UDC, qu'il a qualifiée «d'Union des copains de Dacko», terme employé couramment par les Centrafricains pour désigner ce parti.

Au mois de juillet, Maidou est intervenu à la radio pour dire qu'il était partisan d'un multipartisme et il a critiqué le gouvernement de salut public. Ceci pour faire monter un peu sa cote. Il faut dire qu'il est très impopulaire dans un pays où on l'appelle «Monsieur Démenti» (il avait, lorsqu'il était Premier ministre de Bokassa, démenti les massacres d'enfants). Maidou, qui apparaît comme le plus intelligent et «a la carrure d'un homme politique» - dixit l'Elysée - essaie de rassembler à ses côtés les universitaires du gouvernement qui le soutiennent dans son action.

Les dissensions au sein du gouvernement ont commencé à apparaître avec «l'affaire Guéret», qui était alors ministre de la Justice. Un jeune juge d'instruction, Gatoua, avait fait arrêter Madiabola, cousin de Dacko, pour détournement de fonds publics; il avait également demandé à entendre Maidou et Kovamba. Dacko ne voulut rien entendre. Il aurait fait pression sur Guéret et lui aurait demandé de limoger son juge d'instruction ou de démissionner. Celuici a choisi la deuxième solution. Après sa démission, il a dénoncé le gouvernement allant jusqu'à prêter à Dacko l'intention de vouloir libérer les condamnés à mort pour crimes commis sous Bokassa.

A ces multiples problèmes, il faut ajouter l'impopularité du Premier ministre Ayandho. Il est accusé de tribalisme par la population qui lui reproche de «placer» les siens (les Yakomas) aux postes de responsabilité et d'être d'une incompétence notoire. Et, enfin, Koyamba, le ministre de l'Economie et des Finances, l'homme le plus riche du gouvernement et du pays, ne se prive pas de continuer à détourner les fonds publics. C'est ainsi que lors d'un Conseil des ministres, quand Dacko lui a demandé de rendre compte de son domaine, il a déclaré le plus sérieusement du monde qu'il avait gardé l'argent de

de l'Etat sur son compte personnel pour plus de «sécurité».

Dacko devait prononcer la dissolution du gouvernement en juillet. Dans l'esprit de la population, Ayandho et Maidou, les plus impopulaires, allaient quitter le gouvernement. Il n'en fut rien. Pourquoi?

Pour le gouvernement français, Maidou doit succéder à Dacko à moyen ou à long terme; il faut préparer le terrain en le présentant comme un libéral. Ayandho, qui, avec son ami Dacko, embarrasse objectivement la France, n'a pas encore de remplaçant désigné. Ce n'est que partie remise. Un conseiller de Giscard déclarait: «David Dacko, si l'opération 'Barracuda' était à refaire, je ne suis pas sûr qu'on l'embarquerait sur l'un de nos Transalls, il est trop tard.»

Il fallut attendre le 22 août pour que la menace lancée par les syndicats de descendre dans la rue précipite le limogeage par Dacko de ses deux plus proches collaborateurs. Est-ce à dire que Maidou, dont la résidence fut aussitôt encerclée par les militaires après sa destitution, est définitivement écarté du pouvoir ? Ce n'est pas certain. Non seulement il a encore des amis politiques dans le gouvernement, mais le gouvernement français ne l'a pas totalement lâché. Son retrait peut être considéré comme une mise en réserve de la République!

LES VRAIS PROBLEMES

Depuis l'opération «Barracuda», la situation ne s'est guère améliorée.

Les salaires des cadres ont été réajustés, mais rien n'a été fait pour les ouvriers et les paysans. A Bangui, il faut 60000 F CFA (1200 francs français) pour vivre; c'est la conclusion d'une mission française. Or le SMIG est théoriquement de 10000 F CFA (200 francs français). Il existe des salaires inférieurs. Les retards dans le paiement des salaires commencent déjà. La vente de leur récolte est généralement impayée aux paysans. Les licenciements se multiplient dans les entreprises (2).

MPLC: Mouvement de libération du peuple centrafricain.

FPO: Front populaire oubanguien.

⁽²⁾ L'ex-vice-président de la Cour suprême déclarant voilà quelques semaines (rapporté par «Le Monde») que «les ouvriers ne gagnaient que douze mille francs CFA par mois, alors qu'une étude récente a prouvé qu'il fallait soixante mille francs CFA à une famille vivant à Bangui pour joindre les deux bouts».

A l'ACCF (communications fluviales), la quasi-totalité du personnel est menacé de licenciement. La fonction publique compresse quotidiennement son personnel et l'intégration dans l'administration est suspendue. Dans toutes les entreprises étatiques et para-étatiques, les licenciements se sont multipliés. Le nombre de chômeurs a donc grossi brutalement.

L'économie n'a même pas amorcé un semblant de reprise, au contraire. Le déficit budgétaire est de 4,6 milliards de F CFA; la dette publique est passée à 75 milliards.

Les membres du gouvernement s'enrichissent au fur et à mesure que le pays s'appauvrit. C'est ainsi que les salaires des ministres ont triplé depuis le départ de Bokassa. Ils varient, du président aux ministres de 2500000 à 1000 000 F CFA (50000 à 20000 francs français). Les frais de mission s'élèvent à 30000 F CFA par jour (600 francs français). Le Premier ministre Ayandho s'est fait construire en un temps record une villa luxueuse au sud du fleuve Oubangui.

LES LUTTES POPULAIRES

Le peuple avait applaudi la chute de Bokassa. C'est lui qui avait lutté pendant des mois pour le chasser du pays. Mais les masses populaires ont vu le fruit de leur lutte confisqué par la France et sa valetaille au pouvoir.

Les luttes ont repris depuis lors. La revendication principale demeure la démocratie. Dacko s'y oppose, protégé par les paras français.

Les grèves ont repris dans l'administration. A Paou, fin avril, des immeubles administratifs ont été saccagés. A Bambari, les récoltes de coton ont été brûlées. Plusieurs fois, le ministre de l'Agriculture n'a pas eu le dialogue facile avec les paysans. A Batangafo, les paysans ont refusé l'obligation qui leur est faite d'aller faire des travaux collectifs. Les gendarmes centrafricains ont été pris à partie et il a fallu l'intervention des légionnaires français, qui sont maintenant environ 8000, pour étouffer le soulèvement.

Plusieurs grèves ont eu lieu à l'Université de Bangui. Le mois de juin dernier, les lycéens ont manifesté leur mécontentement à cause de la sélection féroce au baccalauréat.

Dans tout le pays, la tension règne et ni le gouvernement, ni les militaires français ne pourront contenir longtemps ce mouvement qui marque un malaise profond dû à l'intervention française, à la politique anti-populaire du gouvernement de Dacko (3).

LES FORCES POLITIQUES

Le développement de ces luttes ne va pas sans poser de problèmes au régime qui ne tient plus que grâce à la présence française, présence dont les Centrafricains n'ont plus tellement peur. Le vrai problème est le manque d'organisations structurées. La satisfaction des revendications passe nécessairement par cet objectif.

Les syndicalistes se méfient désormais de certains éléments opportunistes qui pourrait les abuser et les tromper par la suite s'ils accédaient au pouvoir. Ils ont déjà été déçus par certains de leurs anciens camarades de lutte contre Bokassa qui sont actuellement au gouvernement. Il s'agit notamment d'Alphonse Blague, ancien maoiste, qui déclare à qui veut l'entendre que, dans le pays, la liberté et la démocratie sont instaurées.

L'échiquier politique centrafricain paraît vide. Le MLPC (Mouvement de libération du peuple centrafricain) de Patasse n'existe que de nom. Le FPO (Front populaire oubanguien) du Docteur Abel Goumba a réduit ses activités à la distribution de tracts à Paris. La plupart de ses membres ont démissionné.

Motif: le Docteur Goumba ne veut plus lutter. Le mouvement est en déconfiture. Le lieutenant de Goumba, Idi Lala, s'est réfugié au Tchad. Il est accusé d'avoir détourné les fonds du mouvement à des fins personnelles. Lepa, responsable de la «branche militaire», a rejoint l'armée centrafricaine. On prête aussi à Alphonse Blague d'avoir été à un moment membre de ce mouvement, lui qui est aujourd'hui au gouvernement!

Restent les syndicalistes, les étudiants et les lycéens. Ce sont eux qui ont fait vaciller le trône de Berengo jusqu'à sa chute. Ce se sont eux qui continuent et qui continueront à lutter contre le gouvernement de Dacko.

L'UGTC, centrale syndicale des travailleurs centrafricains, est la seule force organisée et écoutée à l'heure actuelle. Mais elle doit aussi désormais lutter contre certains éléments acquis à Dacko qui veulent amener la jeune direction à collaborer.

L'ANECA (Association nationale des étudiants centrafricains de Bangui) est à l'heure actuelle paralysée; elle est scindée en trois groupuscules. L'un est inféodé au régime, l'autre pro-Patasse, et, enfin, la dernière tendance se dit indépendante.

L'USCA (Union scolaire centrafricaine) qui regroupe les lycéens et qui s'est reconstituée après la chute de Bokassa, paraît être assez homogène, comme en témoignent ses grèves et ses marches répétées.

IL FAUT CHASSER L'ARMEE FRANÇAISE

A la chute de Bokassa, Giscard a fait un numéro de démocrate sincère, qui aurait décidé de monter en première ligne pour sauver les Centrafricains. Que reste-t-il de cette esbroufe? La misère demeure, l'absence de toute liberté démocratique aussi. La corruption du pouvoir est au niveau de ce qu'elle était durant le règne de Bokassa. Et le tout se fait sous les ordres et sous le contrôle de l'armée française. Cela n'est pas le plus petit scandale que nous aura révélé ce pays depuis un an.

C'est pourquoi les travailleurs et la jeunesse de ce pays ont comme première tâche la lutte pour les droits élémentaires, droit au travail, droit à un enseignement pour tous et gratuit, droit de grève, droit d'association, droit à former des syndicats indépendants, liberté de la presse, etc. Il faut que, dans ce combat, des noyaux de militants s'attèlent au dur labeur de construction de syndicats, d'associations de jeunesse et de partis politiques.

Mais, dès les premiers pas, il faudra faire face à la soldatesque française. Il faut donc inscrire sans attendre en tête des revendications démocratiques l'exigence du départ immédiat des soldats français. Il faut regrouper l'opposition syndicale et placer en tête des revendications cette exigence. Il faut lancer un appel solennel au mouvement ouvrier et anti-impérialiste français pour qu'il prenne ses responsabilités et manifeste sa solidarité envers le mouvement populaire centrafricain.

Le régime de Dacko constitue une vitrine fort révélatrice de la politique de l'impérialisme français en Afrique. Le pays est occupé comme une simple colonie. Il faut que cela se sache en France et partout ailleurs.

(3) «Le Monde» écrit le 25 juillet : «Le temps joue contre le président Dacko, dont les atouts réels sont les vacances scolaires et la présence des troupes françaises.»

Nouvelles arrestations en Chine populaire

Pour la libération immédiate de Ho, Zhong, Zhu et Zhang!

La répression du Mouvement démocratique en Chine se fait à nouveau sévère. Les derniers dazibao (affiches murales) officiellement tolérées ont été arrachés des murs de Pékin. L'Assemblée nationale a voté la supression des Quatre grandes libertés inscrites dans la Constitution, dont justement la libertés de recours aux dazibao pour faire connaître son point de vue, ses plaintes et critiques. Et de nouvelles arrestations ont eu lieu en Chine du Sud, alors même que l'Assemblée nationale inaugurait ses travaux : le 31 août, à trois heures du matin, quatre rédacteurs en chef de publications «non officielles» étaient arrêtés au domicile cantonnais de l'un d'entre eux. Il s'agit de Ho Qui (de la Voie du peuple de Canton), de Zhong Yuequin (de la Voix des masses de Shaoguan dans le Guandong), de Zhu Jiangbieng (du Son de la cloche de Wuhan) et de Zhang Jingsheng (de la Presse républicaine de Changsha dans le Hunan).

Zhong, Zhu et Zhang sont accusés de résidence illégale pour s'être rendus à Canton chez Ho, sans en avoir référé aux autorités, et Ho est accusé de les avoir hébergés alors qu'ils étaient en «situation irrégulière». Tous les quatre se rencontraient pour échanger leurs expériences d'animation de publications du Mouvement démocratique chinois.

Ces arrestations font suite à de nombreuses mesures visant à juguler le développement du Mouvement démocratique, mesures engagées dès novembre 1978, alors même que la manifestation de la place Tien An Men d'avril 1976 — date anniversaire du Mouvement démocratique — était officiellement réhabilitée. Wei Jingsheng de la revue Exploration a été condamné à 15 ans de prison, Fu Yuehan du Forum des droits de l'homme en Chine doit purger 3 ans de «rééducation par le travail», Liu Qing du Forum du 5 avril a été lui aussi condamné, sans procès, au mois d'août, à 3 ans de rééducation par le travail. De façon générale, les militants du Mouvement démocratique placés sur la «liste noire» ont été soumis à de multiples pressions.

Le Mouvement démocratique a commencé à s'organiser plus systématiquement face à ces mesures de répression. L'arrestation de Liu Qing, du comité de rédaction du Forum du 5 avril, a provoqué toute une série de protestations dans la première moitié de l'année 1980. Un appel avait été lancé au printemps par les représentants de 11 comités de rédaction de revues «non officielles», appel à la libération de Liu Qing qu'Inprecoravait reproduit dans son numéro du 11 septembre dernier. Finalement, le 31 août, 17 comités de rédaction de samizdat chinois fondaient ensemble un Comité national de défense pour la libération de Liu Qing.

Ces 17 revues sont: la Voix du peuple (Canton), la Voie du peuple (Canton), le Son de la cloche (Wuhan), la Presse républicaine (Changsha), la Voix populaire (Shao Guan, Canton), la Revue de la rivière septentrionale

(Shao Guan, Canton), la Voix de la démocratie (Shanghai), le 5 avril (Heng Zhou), la Mission (Gui Yang), le Soulèvement (Qing Dao), la Pierre de la démocratie (An Yang, Henan), la Jeunesse de Pékin (Pékin), les Flocons de neige (Chang Chu), le Courrier de l'idéal (Changsha), l'Île de la rose (Chong Mingdao, Shanghai), Convainc (Lin Qing, Shan Dong)*.

Pour chacune de ces revues, le communiqué de fondation du Comité de défense donne le nom d'une personne chargé d'établir les contacts. Le Comité de défense a par ailleurs envoyé à la Cour suprême de Pékin un acte formel d'accusation pour détention illégale contre les membres du Bureau de sécurité de la capitale coupables de la détention de Liu Qing. Il a de même lancé un appel au président de la IIIe session de la Ve Assemblée nationale, aux délégués à cette assemblée, à la population de la République populaire de Chine et aux compatriotes d'outre-mer. Enfin, le 8 août 1980, Wang Xizhe, l'un des rédacteurs du fameux dazibao de Li-Yi-Zhe placardé à Canton en 1974, a envoyé une longue lettre en défense de Liu Qing aux délégués de l'Assemblée nationale.

La formation du Comité national de défense pour la libération de Liu Qing est un événement sans précédent en Chine. Il manifeste la détermination du Mouvement démocratique de ne pas se laisser réduire au silence par la répression bureaucratique et souligne l'urgence qu'il y a à développer la solidarité internationale. Les membres du Comité de défense sont en effet eux-mêmes soumis à de multiples pressions. Ho Qui, de la rédaction de la Voie du peuple qui avait été arrêté le 31 août avec Zhong, Zhu et Zhang, était membre du Comité national de défense. Vu sa notoriété, cette arrestation avait provoqué beaucoup d'émotion, notamment à Hong Kong, proche de Canton. Une partie de la presse locale et la presse internationale se sont fait l'écho de ces arrestations et selon des informations encore non confirmées qui viennent de nous arriver, Ho Qui aurait été libéré le 16 septembre du fait de la publicité faite aux arrestations. C'est dire le rôle de la solidarité internationale. Si la libération de Ho était confirmée, ce serait une première victoire du Mouvement démocratique face à la nouvelle vague de répression.

Les arrestations de Ho, Zhong, Zhu et Zhang sont particulièrement graves en ce qu'elles frappent un secteur très actif du Mouvement démocratique. Nous publions ci-dessous des extraits d'une autobiographie de Ho Qui. Elle permet de mieux comprendre qui sont ces militants du Mouvement démocratique chinois frappés par la répression. Nous appellons au renforcement du mouvement de solidarité international pour exiger la libération immédiate de Ho, Zhong, Zhu et Zhang, ainsi que de leurs camarades.

^{*} La traduction exacte des titres des revues peut varier. Par exemple, la Voie du peuple (à ne pas confondre avec la Voix du peuple) est parfois appelée la Rue du peuple.

Autobiographie de Ho Qui

directeur de la revue « non officielle » de Canton la Voie du peuple

E suis né en 1948 dans une famille de médecins. Mon père était dentiste. Dans les premières années de la révolution, il fut élu trois fois au Congrès national du peuple comme représentant de notre région. Donc, ma famille était communiste et soutenait sans défaillance le Parti communiste. (...)

Quand j'obtins mon diplôme de fin d'études secondaires, en 1965, j'ai commencé à me sentir sans perspectives. Puis je suis entré au Collège technique de construction navale de Canton où j'ai étudié pendant un an. Avec le début de la Grande Révolution culturelle prolétarienne (GRCP), tous mes espoirs de poursuivre mes études se sont à jamais évanouis. Tout d'abord, je ne vis dans la GRCP que stupidité, confusion et agitation fébrile qui ne faisaient que développer la violence parmi mes camarades de classe. Dès le début, j'ai suivi aveuglément les Gardes rouges. Je suis parti en mission dans le train spécial des Gardes rouges pour établir la liaison entre trois grandes villes : Wuhan, Beijing et Shangaï. Mais ce fut une expérience très marquante. (...)

A mon retour, je me suis vraiment senti mal à l'aise : tout ce que ie vovais et entendais me conduisait à une seule conclusion : le peuple de mon pays avait été trompé. Cela me fit ressentir, au plus profond de ma conscience, de la pitié pour le peuple de mon pays. Ma colère, longtemps réprimée, contre les bureaucrates put alors s'exprimer dans des écrits; je me considérais comme un témoin de ce courant historique de lutte des classes. C'est par rapport à ce choix et à ce combat que j'ai alors décidé de ne plus poursuivre mes études. Quand toutes les écoles et les instituts de formation furent fermés, en 1968, je suis entré comme ouvrier dans une usine de construction navale bien que cela n'était pas pour moi la solution idéale. (...)

Cette vie à l'usine m'intégra à la classe ouvrière et me permit de m'épanouir pleinement. La tragédie de la GRCP se révéla sous son masque grotesque. A partir de cette déception, tous ceux qui avaient un tant soit peu de conscience sociale ou patriotique se virent obligés de cesser l'activisme effréné pour réfléchir sur la «voie au socialisme» qu'avait suivie le pays pendant ces vingt dernières années. Paradoxalement, c'est au moment où la GRCP est apparue comme

fondamentalement contraire au socialisme authentique que je me suis fermement rallié au marxisme. Je me suis rendu compte que ce n'était pas le marxisme qui avait mené mon pays à la ruine mais ses caricatures produites par la réalité sociale dans laquelle je me trouvais plongé. (...)

Quand un de mes frères, qui habitait dans une autre ville, vint en vacances en 1973, nous avons eu de nombreuses discussions sur les causes des différents problèmes sociaux. La différence entre nos points de vue entraîna des discussions riches, parfois violentes, qui se prolongèrent ensuite dans une correspondance. Je lui écrivais de longues lettres détaillées en utilisant des citations prises dans les classiques du marxisme. Parmi nos nombreux sujets de débat, il y avait : l'exploitation à laquelle le régime soumettait les travailleurs, la trahison des intérêts nationaux par la politique étrangère de l'époque, le chômage et le problème des étudiants qui étaient envoyés de force à la campagne, le choix erroné de Mao d'aider le Pakistan. Comment aurais-je pu imaginer que cette correspondance privée avec mon frère serait utilisée par la Sécurité publique pour fonder mon inculpation comme «contre-révolutionnaire». Je fus donc emprisonné le 18 juin 1973 sans bénéficier d'aucun droit de défense (...), puis condamné à trois ans de rééducation par le travail (la période de détention préventive n'étant pas comprise dans cette peine) au cours d'une réunion publique de masse, à Canton, en septembre de cette même année. (...)

On nous imposait toutes sortes de travaux sales et humiliants. Par exemple, il y avait des quotas individuels pour transporter 30 tonnes de pierres dans un temps déterminé. Pendant les courtes périodes de détente, il y avait parfois des lectures collectives des classiques marxistes. Je réussis à faire quelques analyses critiques, en particulier au cours du débat sur les Discussions sur les bases sociales de la clique contre-révolutionnaire de Lin Piao de Yiao Wen Yuen, publiées dans le Quotidien du peuple. (...)

(Après ma libération), je quittais la maison familiale. En apprenant les événements de la place Tien An Men, la libération de Li-I-Che (pseudonyme des quatre auteurs de la fameuse affiche de 1974) et la chute de la Bande des quatre, alors que j'étais en-

core en prison, j'ai eu le sentiment que l'heure des changements radicaux dans le pays était arrivée. (C'est seulement alors que je compris «l'expérience» et la «détermination» que j'avais acquises en prison.) La création du Mur de la démocratie à Beijing (Pékin), les soulèvements populaires, tous ces événements montraient clairement une montée des luttes dirigées directement contre les bureaucrates de haut rang. (...)

Alors qu'une procédure était engagée pour ma réhabilitation, je rejoignis la revue non officielle locale, la Voix du peuple. Mon expérience personnelle me donnait le sentiment aigu de la nécessité pour le peuple du droit à la liberté de parole, de pensée et de la presse (pas étonnant que ces droits n'aient jamais été tolérés sous les régimes d'autoritarisme féodal). Cependant, cette vague de luttes, pour être victorieuse, devrait s'appuyer sur des revendications fondamentales et simples. Un système dans lequel les droits fondamentaux à l'existence individuelle sont niés et où les activités naturelles et biologiques sont limitées de façon capitaliste, est l'exemple le plus monstrueux de tous les autoritarismes féodaux jamais vu. Les gens doivent avoir leur propre pensée, indépendante, afin de vivre véritablement leur vie. La pensée n'est réelle et vivante que si elle est exprimée et c'est pour cette raison que les gens doivent pouvoir avoir leurs propres publications. Depuis la chute de la Bande des quatre, en particulier depuis sa confirmation par le IIIe Plénum du XIe Comité central du Parti, le président Hua et le vice-président Deng ont commencé à instaurer un système politique nouveau qui s'oppose fondamentalement à celui de la dictature féodale de la Bande des quatre. Leurs efforts, en tant que dirigeants du pays, pour établir la démocratie socialiste et pour son institutionalisation (dans la législation) est, sans aucun doute, l'expression de l'aspiration du peuple à la liberté. (...)

La première étape dans la réalisation de cet objectif consiste à respecter les droits du peuple tels qu'ils sont inscrits dans la Constitution dans l'intérêt de la nation. Cela est directement lié à la garantie pour le peuple de la liberté de penser et de critiquer. (...)

J'ai toujours pensé, je le pense aujourd'hui encore, que notre pays est sur le chemin du socialisme, mais seulement sur le chemin. Et c'est parce que le système sous Lin Piao et sous la Bande des quatre était une forme d'autoritarisme féodal pourri, qu'il n'est pas possible de le changer, de le voir se transformer du jour au lendemain, à partir du 16 octobre 1976, en un véritable système socialiste. C'est-à-dire que la base matérielle pour construire le socialisme ne peut être que la destruction complète du système de domination antérieur. Donc, à l'étape présente du développement social, il est nécessaire de maintenir la dictature du prolétariat. La tâche principale, la tâche la plus urgente, pour cette période de transition, c'est la suppression complète des bases sociales de l'autoritarisme tel qu'il a existé auparavant réaliser «la destruction de l'appareil d'Etat». Ce n'est que sur cette base que la modernisation et tout autre développement progressiste rapide pourra s'effectuer. Dans ce processus, quand le Parti communiste de Chine tente, pour réaliser une authentique dictature démocratique du peuple dans l'intérêt de l'immense majorité du prolétariat, d'éliminer les forces rétrogrades ou opposées; quand il tente de perfectionner le socialisme et son système législatif; quand il tente de réaliser sa tâche historique et d'exprimer les véritables aspirations du peuple, les publications du peuple ont de toute évidence un rôle politique très important à jouer.

En septembre, j'ai quitté, avec deux autres camarades, la Voix du peuple pour fonder la Voie du peuple. Notre objectif et l'esprit dans lequel nous voulions travailler, a été clairement défini dans le premier numéro de notre revue (...). Notre but était de faire de cette publication un forum de débats du peuple, pour le peuple; elle ne devrait jamais être la propriété privée de ceux qui la publient. Nous ne sommes là ni pour éclairer le peuple, ni pour lui apporter un enseignement, nous sommes là pour apprendre du peuple, nous sommes ses serviteurs sincères et loyaux! Nous espérons que notre modeste publication sera un instrument de discussion et de recherche pour les masses (et donc pour nous) sur le chemin de la transformation sociale.

De plus, nous voulons insister sur le fait que nous ne sommes, nous n'avons jamais été, en aucune manière, des «éléments dissidents». Nous partageons avec le Parti communiste chinois la volonté de défendre le marxisme et de nous battre pour la construction du socialisme. Nous apportons notre soutien à la direction du Parti communiste. Cependant, cela ne signifiera jamais une simple obéissance; notre soutien sera accor-

dé en fonction des critères fixes par le marxisme scientifique. (...)

Nous devons insister sur le fait que ceux qui nous considèrent comme des «éléments anti-gouvernementaux» se trompent totalement. Nos adversaires ne sont pas le gouvernement en tant que tel, mais les bureaucrates qui sont au gouvernement. C'est parce que nous soutenons le rôle du gouvernement en tant que serviteur du peuple, s'identifiant à lui, se conformant à ses intérêts fondamentaux, que nous avons la responsabilité d'assurer sa capacité de direction ainsi que de favoriser des liens plus étroits entre lui et le peuple, une meilleure compréhension des besoins et des aspirations du peuple. Il est absolument clair pour nous que ces objectifs, par leur nature même, vont inévitablement se heurter aux bureaucrates.

Le Mouvement démocratique, tel qu'il existe à l'heure actuelle, est l'expression politique d'une mission émanant du peuple. Il ne représente pas seulement l'aspiration du peuple chinois au progrès social, mais il est aussi révélateur, au niveau social, de l'étape actuelle de développement de la pratique du marxisme en Chine et de celle du mouvement ouvrier international. La nécessité de dépasser les limitations historiques des expériences passées a été mise en lumière. Le besoin urgent de dépasser le capitalisme se fait sentir de facon de plus en plus aiguë dans la recherche permanente de voies nouvelles, c'est-à-dire dans l'avancée vers la révolution prolétarienne. Dans ce contexte, les liens indissolubles entre le mouvement ouvrier chinois et le mouvement ouvrier dans les autres pays du monde (au niveau international) devront apparaître de plus en plus clairement. (...)

Ce n'est que dans cette perspective que la Chine pourra se libérer de l'engrenage de la lutte avec le système capitaliste international. Les revendications fondamentales du Mouvement démocratique en Chine sont liées à l'instauration de la démocratie socialiste et du système législatif correspondant dont le but final est la libération des forces productives par l'élimination de toute forme d'exploitation. Du fait de la fusion des intérêts du Mouvement démocratique et des travailleurs chinois avec ceux du prolétariat international, tous deux seront soumis aux attaques sans merci du capitalisme si les premiers ne se lient pas consciemment avec le second. Il doit être absolument clair que le Mouvement démocratique ne demande aucun soutien, quel qu'il soit, ni aux bourgeoisies des autres pays, ni à certains de leurs courants

démocratiques, car les unes comme les autres, de par leur nature, lui sont radicalement opposés. Le Mouvement démocratique se reconnaît exclusivement dans la classe ouvrière internationale et dans ses luttes pour la construction du socialisme. Nos liens avec nos compatriotes du Hong Kong ne peuvent être compris que comme une application de notre internationalisme et de notre volonté de nous lier au prolétariat international et aux sympathisants du Mouvement démocratique. Ces liens sont de première importance car nous poursuivons les mêmes objectifs. C'est justement cette compréhension que nous espérons voir le prolétariat international acquérir pour rendre possible et efficace le soutien mutuel. Le jour où les travailleurs de Chine obtiendront un réel contrôle sur l'administration de leur pays, sera le jour où la Chine pourra véritablement apporter sa contribution aux travailleurs du monde entier. (...)

Nous sommes convaincus que notre publication se place strictement dans le cadre fixé par la Constitution. Elle représente, en même temps, l'expression d'un courant du peuple qui aspire à la liberté de pensée et à la libération des chaînes du féodalisme depuis la chute de la Bande des quatre. (...) La question qui se pose est de savoir s'il existe une volonté authentique de respecter les droits fondamentaux du peuple tels qu'ils sont inscrits dans la Constitution. (...)

Les idées nouvelles et les mesures progressistes rencontrent toujours une résistance ou même une opposition des forces rétrogrades. Il y a, en effet, une opposition objective aux publications de la part des bureaucrates car les aspirations qu'elles expriment représentent le contraire de la bureaucratie. Naturellement, les bureaucrates ne pourront qu'accuser les publications de tous les maux. (...)

Je veux expliquer clairement le fond de ces problèmes. Notre grande race chinoise poussera, sans aucun doute, notre grand parti vers le progrès. Elle ne permettra jamais que le parti perde son caractère prolétarien et vacille. Le peuple ira de l'avant et luttera. Sans craindre les sacrifices car le sang versé aujourd'hui annonce le début d'une ère nouvelle.

Le 5 janvier 1980.

Quatre années de répression analysées par *Amnesty International*

L'organisation humanitaire Amnesty International qui lutte pour la libération des prisonniers de conscience et contre tous les traitements dégradants contre les détenus — comme la torture — a publié récemment en françaisaux Editions Mazarine, son dernier rapport sur l'URSS. Cet énorme travail de centralisation des

informations et d'analyse couvre une période de quatre ans et ses conclusions donnent la cadre de compréhension nécessaire de la purge préolympique qui a frappé les différents courants de l'opposition politique, nationale et religieuse ces derniers mois.

Michèle KRIVINE

E dernier rapport d'Amnesty International dresse un bilan de la répression politique en URSS de juin 1975 (date de la parution du précédent rapport) à mai 1979.

Il s'appuie sur des sources nombreuses, même si elles sont incomplètes: législations des républiques, Constitution de 1977, comptes-rendus (non officiels) des procès, samizdats, témoignages anonymes ou non, rapports des quatre principaux groupes qui, en dépit de leur existence illégale et des persécutions de leurs membres par la bureaucratie, tentent de populariser les cas de répression le Groupe de surveillance des accords d'Helsinski, la Commission contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques, l'Association des syndicats libres et le Séminaire sur les problèmes de la renaissance religieuse.

LA REPARTITION DES CONDAMNATIONS

Le rapport fait état de 400 condamnations pour motifs politiques entre les deux dates précitées. Même si ce chiffre est certainement très endessous de la réalité, en raison de nombreux cas non connus, il exclut de raisonner en termes de dizaines de milliers de prisonniers politiques et permet de penser que la répression est aujourd'hui plus sélective et dissuasive que massive.

La répartition des condamnations montre que les sectes religieuses, multiples et actives, comme le témoigne le nombre de samizdats parus, sont les victimes les plus nombreuses de la répression.

Baptistes, Pentecôtistes, Adven-

tistes, témoins de Jéhovah sont systématiquement poursuivis au nom de l'article 52 de la Constitution qui reconnaît le droit de célébrer les cultes, mais interdit toute propagande religieuse (seule la propagande pour l'athéisme est autorisée).

Les plaintes «d'honnêtes citoyens» suffisent à transformer une réunion, une cérémonie en acte de propagande et à déclencher des poursuites contre les responsables qui encourent peines de prison, camps d'internement ou hôpitaux psychiatriques (la foi est un symptôme de maladie mentale), privation de droits parentaux...

Les dissidents politiques constituent en nombre le second groupe des victimes de la répression. Le Code pénal ne faisant aucune distinction entre délits de droit commun et délits politiques, c'est pour «agitation et propagande antisoviétiques», «calomnies mensongères envers l'URSS», détention ou rédaction d'ouvrages interdits, participation à des organisations antisoviétiques, houliganisme, parasitisme... qu'ils sont poursuivis.

Viennent ensuite les groupes nationaux minoritaires plaidant pour une plus grande autonomie: Ukrainiens d'abord, Lituaniens, Lettons, Estoniens, Arméniens, Moldaves, Tatars de Crimée (l'article 72 de la Constitution affirmant que chaque République fédérée conserve le droit de se séparer librement de l'URSS, étant une clause de style!).

LES FONDEMENTS INSTITUTIONNELS DE LA REPRESSION

Le rapport s'attache ensuite à démontrer que la nouvelle Constitution de 1977 (qui remplace celle de 1936), les lois, le Code pénal, offrent à la fois les garanties d'un fonctionnement démocratique de la société soviétique, mais aussi toutes les possibilités de réduire à néant ces garanties, possibilités systématiquement exploitées par la bureaucratie.

Si l'article 50 de la Constitution garantit la liberté d'expression, il est précisé qu'elle n'est donnée que conformément aux intérêts de la société et de l'Etat, intérêts définis par les organismes officiels.

Ainsi toute critique du régime devient une calomnie mensongère dénigrant l'URSS, donc un délit de droit commun.

S. Kovalyov fut condamné en 1975 à 10 ans de prison pour avoir protesté contre l'internement de Pliouchtch en hôpital psychiatrique: affirmant que la psychiatrie pouvait servir à la répression, «ce qui est totalement exclu en URSS», il se livrait donc à une calomnie caractérisée.

Comme, de surcroît, il avait participé à la rédaction de samizdats sur la défense des droits de l'homme «alimentant ainsi la propagande bourgeoise et atteignant le prestige de l'URSS», sa cause était entendue.

L'article 51 reconnaît la liberté de se regrouper en organisations sociales... à condition qu'elles ne soient pas antisoviétiques, l'antisoviétisme étant laissé à la libre appréciation des mêmes autorités.

Le Code pénal, adopté dans les années soixante par les 15 Républiques, explicite les peines. L'article 70 en est le pilier: «L'agitation ou la propagande menées aux fins de saper ou d'affaiblir le pouvoir

soviétique... sont punis de la privation de liberté pour une durée de 6 mois à 7 ans.»

En théorie, la preuve doit être faite que l'accusé avait l'intention d'affaiblir le système soviétique. En pratique, les tribunaux présument toujours l'intention, sans que jamais la preuve en soit fournie. Le principe de la présomption d'innocence reste une référence tout à fait théorique.

JAMAIS UN SEUL ACQUITTEMENT!

L'analyse des fondements institutionnels de la répression est suivie dans le rapport d'un long développement sur les formes prises par cette répression à ses différents stades: arrestations, procès, incarcérations.

a. - La procédure

Le premier enseignement qu'on peut en tirer est que le Code pénal et le Code de procédure pénale ne sont jamais interprétés dans un sens favorable à l'inculpé:

Juridiquement celui-ci doit être en principe assisté de l'avocat de son choix. Or ce choix est tout à fait formel, les avocats prêts à défendre les causes politiques étant peu nombreux (peur de se compromettre, obligation de plaider coupable et de quémander les circonstances atténuantes) et les risques encourus tout à fait réels.

Ainsi Zolotoukhine, l'avocat de Guinzbourg, fut exclu du Collège des avocats et du Parti en 1968 pour avoir adopté une «défense non conforme à la ligne du Parti et non soviétique». Madame Kaminskaya connut le même sort en 1978 pour avoir voulu défendre Chtcharansky.

L'inculpé ne voit son avocat qu'à la fin de l'instruction (celle-ci peut durer des mois) et il est même arrivé que la condamnation soit prononcée en l'absence de celui-ci: ainsi le Tatar Djemilev fut condamné en 1979 à 4 ans d'exil intérieur en son absence et celle de son avocat.

Lors des procès, les tribunaux confirment toujours l'essentiel des actes d'accusation et prononcent en général les peines maximum requises: le rapport ne relève aucun cas d'acquittement d'un accusé pour activités religieuses ou politiques.

Les procès en appel sont très rares vu qu'il est acquis que leurs décisions sont toujours conformes au premier jugement.

Quant aux procureurs et aux présidents de tribunaux qui peuvent demander la révision d'un procès pour vice de forme ou de fond, ils n'usent dans les faits jamais de ce droit.

En ce qui concerne les internements forcés en hôpitaux psychiatriques, la procédure est encore plus arbitraire, les moyens de défense de la victime étant quasiment inexistants.

L'internement peut relever d'une procédure civile: il suffit de présenter des symptômes de maladie mentale (comme la défense des droits de l'homme, l'envoi de lettres de protestations aux autorités, la suspension d'icônes ou de portraits de Sakharov et Grigorenko au-dessus de son lit) pour être convoqué à l'hôpital (le plus souvent sur ordre du KGB).

Le seul recours pour celui qui est examiné par la commission psychiatrique est de tenter de prouver qu'il est sain d'esprit; entreprise vouée à l'échec, les membres nommés dans ces commissions étant professionnellement persuadés que de tels actes sont des signes évidents de dérangement mental.

La procédure pénale sanctionne des «délits» antisoviétiques plus importants comme la demande d'émigration, la tentative de passer la frontière, l'organisation d'un récital de chansons chez soi, la fabrication d'objets religieux...

L'expertise, demandée par un magistrat, est faite par la même commission qui émet un diagnostic de maladie mentale et recommande l'internement au tribunal.

En principe, ce dernier doit démontrer que l'inculpé constitue un danger pour autrui ou pour lui-même. Mais cette démonstration n'est jamais faite, les tribunaux suivant toujours l'avis des «experts» et n'exigeant ni complément d'information, ni autres avis médicaux.

Leonid Pliouchtch, accusé d'agitation et de propagande antisoviétique, fut interné en hôpital psychiatrique de 1973 à 1976, après un procès caricatural à huis clos où ni lui, ni son représentant légal, ni un psychiatre, ni aucun témoin à décharge ne furent présents.

De juin 1975 à mai 1979, plus de 100 internements ont été recensés pour simple exercice de droits fondamentaux. Le rapport ne permet pas de dégager les critères qui font que certains dissidents sont condamnés à l'hôpital psychiatrique et d'autres à la prison ou au camp.

b. - Les conditions de détention

Le rapport s'appuie sur de nombreux témoignagnes pour décrire les conditions de détention des prisonniers d'opinion. Ils portent surtout sur les prisons de Wladimir et de Tchistopol, sur les camps de Perm et de Moldavie.

Ces conditions, qui ont pour fonction d'empêcher toute velléité de résistance, de briser physiquement et moralement les prisonniers sont d'autant plus dures que ceux-ci refusent de «s'amender», c'est-à-dire de renier leurs opinions, leurs actes ou leur foi.

Il existe en URSS cinq régimes, correspondant à la gravité du délit :

- l'affectation obligatoire au travail avec versement de 5 pour cent du salaire à l'Etat et absence de droit au congé;
- les travaux correctifs sans privation de liberté pour les condamnés à moins d'un an;
- l'interdiction de séjour jusqu'à 5 ans dans une région déterminée; les Tatars de Crimée, déportés dans l'Oural pendant la dernière guerre mondiale et revendiquant le retour dans leur région d'origine, sont astreints à cette peine;
- l'exil intérieur jusqu'à 5 ans, le plus souvent dans les régions sibériennes, ce qui permet de couper les liens avec la famille et les amis;
- la privation de liberté jusqu'à 15 ans maximum dans les prisons ou les «colonies» (c'est-à-dire les camps que le rapport estime à plusieurs centaines dans le pays). Là aussi, le régime y est gradué selon l'importance du délit: général, renforcé, sévère, spécial (isolement en cellule).

Les textes affirment que l'exécution d'une peine n'a pas pour but de causer des souffrances physiques ni de porter atteinte à la dignité humaine. Mais il n'est pas illégal de donner une quantité de nourriture inférieure au minimum nécessaire et la faim est un élément permanent de la vie des camps, comme le prouvent les treize normes alimentaires distinctes fixées pour chaque catégorie de prisonniers. Elles vont de 2500 à 1300 calories par jour, ce

qui est totalement insuffisant pour des hommes et des femmes qui doivent exécuter des travaux manuels très durs. D'où les maladies nombreuses (enflures, troubles gastriques, ulcères, occlusions intestinales...).

Officiellement, le travail obligatoire n'a pas pour but d'infliger des souffrances physiques mais de rééduquer les prisonniers.

En fait, ceux-ci doivent travailler 8 heures par jour, 6 jours par semaine, sans congé, à des cadences draconiennes, en l'absence de normes de sécurité.

Ces conditions rendent impossible l'accès à la formation professionnelle pourtant reconnue dans les textes.

Par contre, les prisonniers n'échappent pas aux deux heures de formation politique par semaine dont la totale inefficacité n'est plus à prouver.

L'administration des camps est très peu contrôlée et le personnel pénitentiaire jouit d'un pouvoir discrétionnaire. L'entassement est la règle, dans de très mauvaises conditions d'hygiène (2 à 6 prisonniers par cellule, 200 par baraquement dans les camps).

A tout propos, les sanctions pleuvent: réduction des rations alimentaires, suppression du droit de visite (déjà rares), des colis, des lettres, passage à un régime plus sévère, cachot...

Les structures, aptes à superviser les conditions de détention (procurature, commissions publiques de surveillance composées de représentants des soviets, syndicats et jeunesses communistes) interviennent très rarement et respectent presque toujours les décisions de l'administration pénitentiaire.

Théoriquement, les détenus ont le droit d'émettre des plaintes. Quand ils le font, ils sont sanctionnés pour langage diffamatoire, injurieux, antisoviétique.

Il n'y a pas d'exemple de procureur ayant relevé des abus ou sanctionné un membre du personnel pénitentiaire. Dans les hôpitaux psychiatriques, les traitements varient suivant qu'il s'agit d'hôpitaux ordinaires ou spéciaux. Dans ces derniers, on utilise systématiquement les neuroleptiques, les injections de soufre par mesure disciplinaire, ce qui a des effets secondaires désastreux.

Soumis à des injections répétées d'helgeridol, puis d'insuline et de triftagine, Leonid Pliouchtch souffrait d'œdème, de troubles de la vue au point qu'il était incapable de lire, d'écrire et même de parler.

Autre mesure psychiatrique communément appliquée: l'immobisation totale du patient dans des linges humides qui en séchant rétrécissent et causent des douleurs intolérables.

Tous les six mois, l'interné passe devant une commission psychiatrique où la libération n'est promise qu'à condition de se rétracter d'une manière ou d'une autre...

Turquie

Déclaration du Secrétariat unifié sur le coup d'Etat en Turquie

E coup d'Etat militaire du 12 septembre est un coup majeur porté contre les travailleurs de Turquie. Il a été inspiré et soutenu par l'impérialisme et coordonné par l'OTAN. Son but est d'imposer la stabilité sociale aux dépens de la classe ouvrière et des organisations de masse. Une vague de répression a été lancée contre les travailleurs et l'étau économique se resserre autour d'eux.

L'étendue de l'implication de l'OTAN dans ce coup s'est vue clairement dans les manœuvres militaires qui ont eu lieu simultanément en Turquie. Ces manœuvres ont continué après le coup, un seul pays — la Belgique — s'en retirant.

La raison de l'importance de la part prise par les impérialistes réside dans la crise sociale et politique croissante de la Turquie et des pays voisins rendue évidente par la révolution iranienne, la guerre de l'Irak contre l'Iran, les luttes ouvrières en Syrie et la lutte du peuple kurde pour son droit à l'autodétermination.

Consolider le flanc oriental de l'alliance de l'OTAN après l'insurrection de masse qui a renversé le chah et avec l'impact du développement de la révolution iranienne, est devenu pour l'impérialisme US une de ses principales priorités. Il utilise l'occupation de l'Afghanistan par l'armée soviétique pour obtenir l'approbation pour son projet.

Les impérialistes prétendent que le nouveau régime bénéficie d'un soutien populaire pour ses actions. Mais c'est un mensonge! Derrière son camouflage de gouvernement composé de civils et de militaires à la retraite, c'est un régime militaire qui cherche à appronfondir les attaques de l'administration précédente contre le niveau de vie et les droits démocratiques par des méthodes militaires répressives.

La crise politique qui a précédé le coup faisait suite à l'échec des gouvernements successivement conduits

A LIRE DANS INPRECOR

Numéro 85 du 25 septembre 1980

— Le coup d'Etat pro-impérialiste
Pierre Chardin.

Numéro 71 du 6 mars 1980

- Après les événements d'Izmir,
 La question de l'endettement
- Joy Shipton,

 La marche à l'Etat fort

 Pierre Chardin.

par les deux grands partis bourgeois et avait eu ces derniers mois comme résultat d'empêcher l'élection du président de la République. Elle n'est que le reflet d'une crise économique et sociale encore plus profonde. Cela a encouragé une polarisation qui s'est concrétisée, d'un côté, dans des luttes très dures des travailleurs et des mobilisations des étudiants et de la petite-bourgeoisie radicalisée et, de l'autre, par l'émergence d'un courant fasciste jouissant d'une influence de masse considérable.

En faisant ce coup d'Etat, après une série d'avertissements, c'est toute l'armée, qui est également étroitement liée aux structures économiques, qui a voulu s'opposer à la paralysie des institutions et de la direction politique. Elle a cherché à mettre fin à l'approfondissement croissant de la crise à tous les niveaux et à empêcher que la polarisation ne s'accroisse encore davantage, provoquant par là des explosions sociales encore plus profondes.

Ses porte-parole déclarent qu'une nouvelle constitution sera adoptée. Ils veulent créer l'illusion qu'ils sont prêts à renforcer et à respecter les normes constitutionnelles. S'ils étaient sincères en cela, ils prépareraient des élections à une assemblée constituante véritable et démocratique qui respecterait la volonté populaire.

Au contraire, leur objectif est d'imposer une constitution encore plus conservatrice que l'actuelle, qui serait à la fois un instrument pour consolider le système et légitimer une répression systématique, prolongeant ce qui caractérise la Turquie déjà depuis de nombreuses années et en particulier depuis que Suleyman Demirel est arrivé au pouvoir (65 000 personnes étaient en prison pour des raisons politiques avant le coup d'Etat du 12 septembre dernier).

Le choix du chef d'état-major turc, le général Kenan Evran et compagnie, d'aller dans cette direction a déjà été confirmé par le fait que la répression a frappé beaucoup plus durement le Parti républicain du peuple (PRP) de B. Ecevit que le Parti de la Justice (PJ) de S. Demirel, et qu'alors que les syndicats et en premier lieu le DISK (Confédération des syndicats ouvriers progressistes) ont été interdits, le parti pro-gouvernemental Turkmis peut fonctionner normalement et son dirigeant, Side, a été nommé ministre.

De plus, Evran a tracé une orientation économique qui recommande «un fonctionnement de l'économie dans le cadre des lois naturelles». Il est clair que le nouveau régime applique un programme d'austérité selon les lignes dictées par le Fonds monétaire international. Des mesures d'une égale sévérité ont déjà été imposées dans différents pays entraînant des

conséquences sociales et politiques désastreuses pour les masses travailleuses.

La nomination de Torgut Ozal, ministre de l'Economie dans le gouvernement Demirel, comme directeur du service de Planification de l'Etat du nouveau régime, marque la volonté de continuation de la politique de Demirel par le régime actuel tant sur le plan de la Constitution que sur celui de la politique économique.

La cause fondamentale de la crise économique du pays a été - et res-- la situation économique de plus en plus catastrophique qui amenait la paupérisation et le déracinement de couches de plus en plus larges de paysans, le chômage massif (près de 15% de la population active) et le blocage de toute perspective pour les jeunes qui sortent des lycées et des universités. La politique que les militaires veulent imposer pourrait tout au plus amener une «rationalisation» et une relance partielle bien que réduite en termes concrets, mais dans tous les cas seraient menées au prix d'une aggravation brutale de l'oppression et de l'exploitation dont souffre déjà la grande masse des travailleurs.

En outre, un éventuel rétablissement de l'ordre ne pourrait qu'impliquer une plus grande oppression des Kurdes, qui continueront à être privés de leurs droits nationaux et démocratiques les plus élémentaires et soumis à la plus sévère répression.

Une campagne de solidarité internationale doit être lancée. La part prise par les gouvernements impérialistes au coup d'Etat doit être dénoncée et leur soutien ultérieur au régime militaire doit être arrêté. La campagne doit être développée internationalement par les syndicats, mais surtout en Europe de l'Ouest où il y a des centaines de milliers d'ouvriers turcs qui travaillent.

Cette campagne doit soutenir les actions des organisations ouvrières turques et des nationalités opprimées en Turquie, spécialement les Kurdes, dans leur lutte contre le nouveau régime.

Cette campagne doit exiger la libération de tous les prisonniers politiques, le droit pour les partis politiques et les syndicats de fonctionner librement et le droit à l'autodétermination pour les nationalités opprimées.

Les syndicats des pays impérialistes occidentaux doivent exiger de leurs gouvernements de cesser tous rapports militaires, économiques et politiques avec le régime militaire.

Ce coup d'Etat démontre également, une fois de plus, que l'OTAN n'est pas seulement un véhicule de la guerre impérialiste, mais aussi un instrument de répression contre le mouvement ouvrier. L'OTAN doit se retirer de Turquie.

A bas le régime militaire ! Soutien total aux travailleurs turcs dans leur lutte contre la réaction !

Le 26 septembre 1980. Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Allemagne fédérale

Sur les élections au Bundestag du 5 octobre

Déclaration du CC du GIM, section allemande de la IVe Internationale

Strauss ne doit pas passer! Votez SPD!

Pour une alternative socialiste à Schmidt!

OUR après jour, Franz Joseph Strauss développe son programme politique réactionnaire. Que ce soit à Cologne, le 1er septembre, jour de la mobilisation syndicale contre la guerre, ou à Stuttgart, le 11 septembre, jour anniversaire du coup d'Etat au Chili, Strauss s'est déclaré en faveur de la politique de militarisation de l'OTAN et a exposé ses conceptions tout à fait particulières sur les libertés.

La crise économique qui annonce une nouvelle récession a déjà commencé et Strauss incarne les solutions patronales à la crise. Il a pris comme modèle Margaret Tatcher, la «dame de fer» britannique qui a fait passer en Grande-Bretagne le nombre des chômeurs de 600000 à 2000000 de personnes, qui s'est attaquée aux conquêtes sociales des travailleurs et qui a introduit une législation antisyndicale pour limiter les possibilités qu'ont les travailleurs de se défendre.

Il n'y a pratiquement pas de ville où la venue de Strauss n'ait suscité des contre-manifestations. Les objectifs qu'il proclame rendent nécessaire dès à présent un important déploiement policier déjà responsable de la mort d'un manifestant à Hambourg.

Il ne suffit pas de croire que Strauss va perdre les élections. Son programme politique restera d'actualité bien après le 5 octobre et il n'existe pas d'autre garantie pour éviter l'application de ce programme que la mobilisation dans la rue, les usines, les bureaux et les écoles.

La direction du SPD estime, comme le chancelier Schmidt, qu'il ne faut pas s'opposer aux meetings de Strauss parce que «des trublions dénatureraient le sens de ces manifestations». La direction de la centrale syndicale DGB et les directions des principaux syndicats s'opposent à ce que les militants syndicaux partici-

pent en tant que tels à ces initiatives contre Strauss. Il se trouve qu'au moment même où la centrale DGB et le syndicat IG Metall affirment ne pas vouloir tomber dans la provocation de Strauss, ils désavouent les militants combatifs qui entendent lutter contre les objectifs patronaux - quel que soit le gouvernement en place. L'IG Metal' var exemple, a déjà, sans y être force, reculé dans la lutte contre le trust sidérurgique Mannesmann qui entend limiter la concertation avec le syndicat. Le président de l'IG Metall, Loderer, est d'accord avec Strauss pour faire passer une loi entamant les acquis de la cogestion qui représenterait un recul non négligeable par rapport à ce qui existe actuellement.

Le SPD ne porte pas seulement la responsabilité du retour de Strauss sur la scène politique lors de la «Grande coalition» de 1967-1969, il a encore rogné sur son programme de réformes qui, il y a quelques années, paraissait déjà bien modéré.

Face à la crise qui s'annonce, le SPD n'a pas de plus grande préoccupation que la bonne marche des profits patronaux. Le SPD au gouvernement ne défend pas les intérêts des travailleurs; dans sa coalition avec le Parti libéral FDP, Schmidt a toujours eu pour principe de gouvernement la défense des intérêts des capitalistes. Lambsdorf, figure de proue du Parti libéral, fournit à Schmidt les arguments pour refuser, par exemple dans la métallurgie, la défense des acquis de la cogestion, la réduction du temps de travail à 35 heures par semaine (par une modification de la législation en vigueur). Ce Lambsdorf est plutôt partisan de l'allongement de la durée légale du travail et non de sa réduction, et il mène, à l'instar de Strauss, une lutte contre ce qu'il appelle «l'Etat-Syndicat» en Allemagne.

Schmidt, Brandt et Wehner, le chef de la fraction parlementaire SPD au Bundestag, redoutent les mobilisations anti-Strauss parce qu'ils n'ont pas de réponse au programme de ce dernier. Le SPD ne doit pas ses votes à son action gouvernementale mais à ses relations traditionnelles avec le mouvement ouvrier et tout particulièrement avec le mouvement syndical.

Le SPD redoute les aspirations de ses électeurs ouvriers car ceux-ci entendent bien faire aboutir plus aisément leurs revendications à la suite d'une victoire socialiste aux élections. La direction du SPD craint notamment une victoire électorale trop nette qui lui donnerait la majorité absolue au Bundestag — comme cela vient de se passer lors des élections partielles en Nord-Rhénanie-Westphalie — et qui lui donnerait la possibilité de gouverner seul.

Dans une interview au journal de l'IG Metall, Schmidt a déclaré que l'espoir de voir le FDP — qui d'un point de vue strictement ouvrier peut être considéré comme un partenaire

peu souhaitable dans la coalition — quitter le gouvernement était particulièrement erroné.

Plus nette sera la défaite de Strauss le 5 octobre, plus il y aura de voix pour le SPD, plus grandes seront les chances d'une riposte des travailleurs contre les attaques visant leur niveau de vie, la sécurité de l'emploi et les acquis sociaux. Une mobilisation résolue contre les attaques des patrons et une bonne leçon donnée à Strauss créeraient les conditions les plus propices à un front syndical commun avec les travailleurs influencés par la Démocratie chrétienne pour mener la vie dure au SPD au gouvernement lorsque ce dernier entendra s'opposer aux intérêts des ouvriers, des femmes et des jeunes.

Le *DKP* (le PC pro-Moscou) se considère comme une alternative au SPD, mais il met ses intérêts de parti au-dessus de la nécessité d'actions communes contre Strauss. Quelle différence sur ce point précis avec la direction du SPD? Est-ce que le *DKP* lutte vraiment pour un monde meilleur quand il justifie sans la moindre critique la répression bureaucratique en République démocratique allemande (DDR), en Europe de l'Est et en Union soviétique et quand il dénonce

comme réactionnaire la lutte des ouvriers polonais ?

Les verts (écologistes) se prononcent clairement contre le programme nucléaire mais ils ne croient pas que le mouvement ouvrier puisse défendre ses intérêts face aux patrons et à l'Etat et encore moins qu'il puisse gagner. Leur programme écologiste se garde tout autant que celui du SPD d'attaquer la logique du profit des patrons.

Le mot d'ordre de Strauss «Liberté ou Socialisme» est un mensonge! Le mouvement ouvrier n'a pas à choisir entre les deux maux : ou bien l'économie de marché dominée par la logique du profit et le pouvoir illimité et incontrôlé des trusts, ou bien la dictature bureaucratique qui aliène les droits politiques de l'individu dans des Etats qui pervertissent la notion de socialisme pour légitimer la répression stalinienne.

Le grand mouvement de grève des travailleurs polonais, avec lequel Strauss et d'autres anticommunistes professionnels se sont solidarisés de façon frauduleuse, a montré la véritable alternative, celle d'une réelle démocratie socialiste. Il est décisif de lutter aujourd'hui pour construire un parti qui se batte pour cette alternative socialiste.

Pas une voix pour les partis des patrons CUD/CSU et FDP! Votez SPD pour empêcher Strauss de gagner les élections! Contre la reconduction de la coalition socialiste-libérale avec les amis des patrons que sont Genscher et Lambsdorf! Pour un gouvernement socialiste homogène!

Contre le programme de Strauss, contre la politique de la direction du SPD et de la coalition socialiste-libérale, pour une mobilisation en défense des intérêts des travailleurs après le 5 octobre !

Francfort, le 13 septembre 1980.

Comité central du GIM, section allemande de la IVe Internationale.

